

# IDAK

Plateforme de concertation sur

L'Investissement Durable au KATANGA

**Rapport de la 29<sup>ème</sup> plénière IDAK  
«Contribution du secteur privé dans la mise en  
œuvre des Objectifs de Développement Durable»  
Du 13 et 14 mars 2018**

*Et compte rendu du Comité de Pilotage du 15 mars 2018*

\*\*\*

**Projet d'appui à la Bonne Gouvernance dans le secteur des Ressources  
Minérales en RDC (BGSM/GIZ)**

Avec l'appui de



coopération  
allemande  
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

## SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	2
1. INTRODUCTION.....	3
2. DÉROULEMENT et PRINCIPAUX ÉCHANGES.....	4
3. PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ÉCHANGES.....	11
4. COMITE DE PILOTAGE DE L'IDAK.....	13
LISTES DES ANNEXES.....	14

Modération et rapport: Jean-Marie Noiraud 

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<b>BCC</b>	Banque Centrale du Congo
<b>BGR</b>	Institut Fédéral des géosciences et des ressources naturelles
<b>BGSM</b>	Projet d'appui à la bonne gouvernance dans le secteur des ressources minérales de la GIZ
<b>BMZ</b>	Ministère Allemand de la Coopération Internationale
<b>CDM</b>	Chambre des Mines
<b>CEEC</b>	Centre d'évaluation, d'expertise et de certification
<b>COREF</b>	Comité d'Orientation de la Réforme des Finances publiques
<b>DGDA</b>	Direction Générale des Douanes et Accises.
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DGRAD</b>	Direction Générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales
<b>EIE</b>	Étude d'Impact sur l'Environnement
<b>FEC</b>	Fédération des Entreprises du Congo
<b>GIZ</b>	Coopération technique allemande
<b>IDAK</b>	Investissement Durable au Katanga
<b>IDAK</b>	Investissement Durable au Katanga
<b>IDAKI</b>	Investissement Durable au Kivu
<b>ITIE</b>	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
<b>OCC</b>	Office Congolais de Contrôle
<b>RSE</b>	Responsabilité Sociétale des Entreprises

## 1. INTRODUCTION

La 29<sup>ème</sup> plénière de l'IDAK s'est organisée les mardi 13 et mercredi 14 mars dans la salle du Kalubwe Lodge.

Pour la première fois, le CP IDAK fonctionne sous régime de subvention locale accordée par la GIZ et s'occupe donc intégralement de toute l'organisation et de la gestion administrative et financière de l'évènement. Au-delà de subvention de la GIZ, l'IDAK bénéficie également de l'appui sous forme de subventions de la part du Gouvernement Provincial du Lualaba et du Gouvernement Provincial du Haut-Katanga.

Le thème choisi par cette plénière porte sur les Objectifs du Développement Durable adoptés par les Nations Unies en 2015 et que la RDC a ratifié. Quelle peut être la contribution du secteur privé à la mise en œuvre de ces objectifs ?

Il s'agit de revenir en réalité sur les fondamentaux mêmes de l'IDAK, à savoir la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des actions de développement local autour des sites d'exploitation dans le cadre de la RSE mais aussi plus généralement dans le cadre de l'appui à la planification et la mise en œuvre des investissements structurants dans leur aire d'activité, mais aussi au-delà.

Depuis les premières rencontres de l'IDAK, il est donc question d'harmoniser les investissements durables au Katanga - ce sont les initiales mêmes de l'IDAK - et pour cela d'organiser la mise en cohérence des plans de développement durables des entreprises avec les plans de développement provinciaux et les plans de développement locaux des ETD dans une logique gagnant-gagnant entre les entreprises, les provinces, les ETD et les populations locales.



Figure 1: SE M. Alain Ilunga Kasongo, Ministre des Mines du Haut-Katanga

## 2. DÉROULEMENT ET PRINCIPAUX ÉCHANGES

La séance d'ouverture de la 29<sup>ème</sup> plénière de l'IDAK a débuté comme à l'accoutumée par l'hymne national chanté en chœur, suivi d'une brève introduction du modérateur pour rappeler les grands principes de l'IDAK et présenter la thématique du jour. Un tour de table a permis à tous les participants de se présenter et à tout le monde de constater la présence effective des représentants de toutes les parties prenantes, gouvernement, secteur privé et société civile en présence également des Ministres Provinciaux de la Santé et de l'Environnement du Lualaba, du Ministre Provincial des Mines du Haut-Katanga, représentant le Gouverneur empêché, et du Directeur de cabinet de l'Assemblée Provinciale du Haut-Katanga, représentant le Président de l'Assemblée en voyage.

Mme Massele, Présidente de l'IDAK, a prononcé le mot de bienvenue à tous les participants et invités, et le discours d'ouverture a été prononcé par SE M. Le Ministre Provincial des Mines du Haut-Katanga, au nom de SE M. Le Gouverneur de Province.

Le modérateur a parcouru ensuite le programme de la 29<sup>ème</sup> plénière.

Aussitôt après la pause-café, le modérateur a installé un premier panel de discussion informelle, sans présentation PowerPoint, en invitant des représentants des 3 composantes de l'IDAK choisis dans la salle à venir échanger sur le concept des ODD et le lien avec le secteur privé. Cette formule est désormais coutumière à l'IDAK, elle permet d'introduire le sujet principal de la rencontre en faisant en sorte que les participants s'expriment eux-mêmes sur leur compréhension de la thématique. Cela permet notamment de comprendre les écarts qu'il peut y avoir dans l'interprétation du concept entre les personnes et/ou les parties prenantes de l'IDAK en général. Et cela permet à toute l'assistance de se rendre compte des différences d'interprétation entre les acteurs eux-mêmes. Cette fois encore, le panel a permis de constater que pour la plupart des panelistes, leur connaissance des ODD n'allait pas beaucoup au-delà de savoir qu'ils existent et que cela concerne tous les pays du monde. La première question posée à M. Popopo de la Division du Plan a permis d'entrée de jeu de clarifier le lien, mais aussi la différence, entre les OMD promulgués en 2000 et les ODD adoptés en 2015.

Après cela, les deux présentations de la matinée portaient sur le PNSD, plan national stratégique de développement par M. Pierrot Kasenga, directeur au Ministère national du Plan, et sur le Plan triennal de développement de la Province du Lualaba, par SE. M. Le Ministre Provincial de la Santé du Lualaba.

Bien que non encore formellement adopté, il était essentiel de comprendre la démarche de planification qui a évolué par phases successives depuis les années 2000 avec le DSRP intérimaire, suivi du DSRP 1 puis du DSRP 2 et maintenant du PNSD. Des leçons tirées par ces différents exercices est né le concept rénové de PNSD intégrant les principales priorités des ODD. Toutefois, le document



Figure 2: SE M. Samy Kayombo Mukanza, Ministre de la Santé-Education du Lualaba

doit encore passer par le crible des discussions participatives multiacteurs pour, en principe, être finalisé fin mars 2018. Il est prévu ensuite que chaque province du pays se base sur le PNSD pour terminer la préparation de son propre plan provincial de développement d'ici à fin juin 2018.

Les nombreuses questions qui ont suivi ont permis aux deux présentateurs de détailler davantage l'approche nationale tout comme l'approche provinciale de planification, et mieux comprendre à la fois l'intérêt du processus mais aussi les faiblesses actuelles de communication et de collaboration entre les différents niveaux de gouvernance.

Après le déjeuner, il s'agissait de rentrer cette fois clairement dans le sujet des ODD, qu'est-ce que c'est ? qui est concerné ? comment les utiliser ? quel lien avec la RSE dont l'IDAK fait la promotion depuis 2011 ?

Le premier exposé, par M. Félix Baengenga, secrétaire général du réseau GLOBAL COMPACT de la RDC, commence par présenter ce qu'est le Global Compact, organisation d'entreprises privées au niveau international placé sous la bannière des Nations Unies, engagée dans la promotion des ODD dans 170 pays avec plus de 9500 entreprises représentant environ 60 millions de salariés. En RDC, l'organisation est encore très jeune et ne compte encore que peu de membres, mais elle commence à prendre forme, à développer des partenariats et à se faire connaître pour motiver de nouvelles entreprises à adhérer à la démarche et s'engager sur la mise en œuvre des ODD à leur niveau.

L'exposé de Mme Dorothée Massele, représentante de l'entreprise TFM et de la Chambre des Mines de RDC, et présidente (sortante) de l'IDAK, commence par rappeler à tous ce qu'est l'IDAK, son histoire, son fonctionnement, et son rôle dans la promotion de la RSE auprès des entreprises minières au Katanga. La Chambre des Mines et l'IDAK ont produit le guide RSE pour le Katanga et lancé le processus de monitoring RSE pour faire le suivi des actions conduites par les entreprises depuis l'adoption du guide. En faisant l'analyse comparée de la RSE et des ODD, on comprend mieux la très grande proximité entre les deux approches, la première étant focalisée sur l'entreprise et son environnement immédiat, notamment sur les questions sociales et environnementales, la seconde ayant une vision plus large, plus inclusive et prenant en compte également la question économique et les besoins de planification structurante verticale et horizontale.

M. Yvon Mbwebwe, conseiller GIZ, s'est attaché quant à lui à présenter de manière systématique chacun des 17 ODD et à faire le lien avec le secteur minier katangais. Parmi la multitude de critères et indicateurs qualifiant les 17 ODD, quels sont ceux qui intéressent plus particulièrement les entreprises du secteur minier congolais ? On peut imaginer que pour beaucoup de participants, c'était la première fois qu'ils rencontraient ainsi les ODD un par un avec en prime une contextualisation pour le Katanga.

La dernière présentation de la série a été faite par M. Auguste Mutombo, d'Alternative Plus, organisation de la société civile. Il s'agissait cette fois de faire le lien entre l'expérience d'harmonisation des PDD des entreprises avec les PDL des ETD (2 cas concrets avec l'entreprise KAMOA à Lufupa et à Luilu). Il a rappelé les fondamentaux de la planification du développement et présenté ces deux expériences d'harmonisation, expériences qui devraient en toute logique être réitérées dans toutes les ETD où travaillent des entreprises minières d'une taille significative. Et cet exercice devrait systématiquement intégrer la logique des ODD, désormais applicable à tous et dans tous les cas de figure, même s'il semble difficile à court terme de prendre en compte l'ensemble des 17 ODD.

Les échanges ont permis de faire préciser par les orateurs les similitudes entre RSE et ODD mais aussi de les replacer plus clairement dans leur contexte en terme de niveau de mise en œuvre et d'intégration des parties prenantes.

Le lendemain matin, le modérateur a commencé la seconde journée de plénière par un rappel de l'ensemble des présentations et des principales



Figure 3: Réaction de l'assistance à la suite des exposés

idées ressorties de la première journée. Ensuite, constatant que les deux orateurs attendus de Kinshasa représentant le PNUD et l'observatoire des ODD n'avaient pas pu finalement se déplacer, le reste de la matinée fut laissé au 3 orateurs de la FEC, d'Equity Bank et d'Elan, en comprenant que les deux derniers sont des partenaires de Global Compact, introduits à l'IDAK pour présenter leurs approches RSE et de dynamisation de l'économie locale et régionale.

Le représentant de la FEC a repris rapidement la présentation des ODD et confirmé l'implication des entreprises dans cette démarche internationale. Il a cependant voulu insister sur les préalables nécessaires pour que les entreprises puissent s'engager concrètement, que ce soit en termes de priorisation que de gouvernance, d'amélioration du climat des affaires ou de fiscalité. Il rappelle que les grandes entreprises sont d'ores et déjà engagées dans la mise en œuvre de la RSE et, à ce titre, devraient mieux faire connaître leurs actions, dont la plupart sont conformes aux ODD. Il renvoie finalement l'essentiel de la responsabilité en matière d'amélioration de la gouvernance à l'administration publique nationale et provinciale et à leurs gouvernants.



Figure 4: MM les Ministres du Lualaba et du Haut-Katanga et M. le Dircab de l'Assemblée Provinciale

La présentation suivante, par M. Crispin Tumba, d'Equity Bank, partenaire de GLOBAL COMPACT, était l'occasion, non seulement de faire connaître le concept innovant de cette banque dont le siège est au Kenya, mais dont une partie

du capital provient de banques publiques de développement (KfW, BIO, SFI, DOEN), mais surtout sa politique et ses actions en matière de RSE sur l'ensemble de leur réseau, au Kenya tout d'abord, mais aussi progressivement au sein des filiales, notamment en RDC. Equity Bank a une éthique et le fait

savoir au travers des activités, allant dans le sens du développement durable, du financement des actions vertes, et s'interdisant les financements non-compatibles avec ses valeurs.

La dernière présentation, par le représentant du programme ELAN, partenaire de GLOBAL COMPACT, M. Alix Noiraud, extractive lead, visait à faire connaître l'approche de dynamisation des écosystèmes économiques prônée par le programme financé par la coopération britannique (UKAID-DFID) en RDC. Pour le secteur minier katangais, ce sont tout particulièrement le développement de partenariats autour des questions de promotion agricole, de promotion de l'énergie renouvelable et de promotion de la bancarisation à distance pour les zones reculées/isolées, qui sont les priorités. L'approche consiste à identifier les acteurs, nouer des partenariats, proposer des incitatifs et promouvoir des actions qui pourront engendrer du développement économique autoportant et donc durable avec une focalisation sur l'amélioration des revenus des populations locales. Les partenaires de l'IDAK sont invités à s'approprier cette démarche dans le cadre de leurs actions RSE et de prise en compte des ODD.



Figure 5: Présentation du programme ELAN de DFID, partenaire de GLOBAL COMPACT

La matinée s'est terminée avec un échange nourri où les ministres provinciaux présents se sont exprimés pour commenter les présentations et participer aux discussions avec les autres parties prenantes. Tout le monde est convaincu de la nécessité d'intégrer les ODD dans toutes les démarches de planification tant au niveau national, que provincial ou local, idem au niveau des PDD des entreprises et de leurs actions RSE.



Figure 6: Commentaires de M. le Ministre Provincial du Lualaba

C'est sur ce constat d'un consensus général sur la nécessité de mieux intégrer les ODD dans les différents exercices de planification stratégique et opérationnelle que ce sont ensuite réunies les trois composantes de l'IDAK autour de leurs représentants du CP IDAK : public, privé et société civile. Les groupes ont travaillé aussitôt après le déjeuner pendant environ une heure trente.

Tout le monde s'est ensuite retrouvé en plénière pour la mise en commun des propositions et des engagements des diverses parties.

Les textes ont été lus ensemble, discutés et amendés sous la houlette du modérateur pour parvenir à un consensus acceptable par tous. Cf. section suivante.



Figure 7: Réunion en carrefour/ composante secteur privé



Figure 8: Réunion en carrefour/ Composante Gouvernement



Figure 9: Réunion en carrefour/ Composante société civile

Après l'adoption des recommandations de la plénière, et en présence des Ministres Provinciaux du Lualaba et du Haut-Katanga, le Comité de Pilotage de l'IDAK s'est présenté devant l'assistance pour procéder publiquement



**Figure 10: Séance de passation de la présidence tournante de l'IDAK du secteur privé à la société civile**

à la remise-reprise de la présidence tournante de l'IDAK entre le secteur privé, présidence sortante assurée par Mme Dorothée Masselé, et la présidence entrante de la Société Civile assurée désormais par Me Freddy Kitoko de la plateforme DESK.

Mme Massele a prononcé quelques mots de remerciement et d'encouragement au CP de l'IDAK pour poursuivre sa tâche, précisant qu'elle reste active au sein de l'IDAK.

Le nouveau président du CP IDAK, Me Kitoko a remercié la désormais ex-présidente et recueilli de ses mains les sceaux et la documentation administrative et financière de l'IDAK, marques de sa prise de responsabilité.

Prenant à nouveau la parole, il a précisé que Mme Massele ne sera pas seulement membre du CP représentant le secteur privé mais qu'elle est nommée séance tenante comme nouvelle chargée de communication et de promotion de l'IDAK.



**Figure 11: Remise-reprise des sceaux de l'IDAK**



**Figure 12: Nouveau présidium du CP IDAK**

Le nouveau présidium du CP IDAK est désormais constitué de Me Freddy Kitoko, Président du CP/Société civile, M. Fortunat Kandé, Vice-Président chargé des programmes/secteur privé, et M. Popopo, Vice-Président chargé des finances/Secteur public.

Le reste du Comité de Pilotage reste inchangé avec au total 12 membres statutaires représentant les 3 composantes de l'IDAK.

La cérémonie de clôture s'est ensuite tenue avec le nouveau président du CP IDAK Me Kitoko et SE M. M. le Ministre des Mines du Haut-Katanga, qui a remercié tout le monde de leur participation active, de la richesse des présentations et des débats, et de la qualité du dialogue instaurée au sein de la plénière IDAK.

Après l'hymne national chanté en chœur, tout le monde est invité à partager un cocktail dans la joie et la bonne humeur, en toute convivialité.



**Figure 13: Partage de la documentation de l'IDAK 29 à tous les participants à la fin de la plénière sous format électronique**

A l'issue de la plénière, tous les participants ont pu récupérer séance tenante la totalité des présentations et des recommandations sous format électronique.

### 3. PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ÉCHANGES

#### 27<sup>ème</sup> plénière IDAK

Mardi 03 au mercredi 14 Mars 2018 à Lubumbashi

#### Thème

**« Contribution du secteur privé dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable »**

#### Préambule

Après avoir préparé un guide RSE pour le secteur minier du grand Katanga, il est apparu opportun au Comité de Pilotage de l'IDAK de regarder de près les ODD adoptés depuis 2015 par les Nations Unies et d'étudier avec les diverses parties prenantes comment ces ODD sont pris en compte dans les principes et questions centrales de la RSE des entreprises et de manière plus large dans les documents de planification du développement des provinces et des ETD.

En présence des Ministres du Gouvernement du Lualaba et du Gouvernement du Haut-Katanga, la plénière IDAK a passé en revue les ODD des Nations Unies, mais aussi les principaux outils de planification du développement durable en RDC, notamment le PNSD au niveau central et les PQDP et PDL au niveau décentralisé. Les actions et mécanismes de concertation du secteur privé ont été présentés au niveau national et international avec Global Compact, au niveau régional avec la FEC et la Chambre des Mines. L'importance de l'IDAK dans l'élaboration et la mise en œuvre du guide RSE au Katanga est souligné et l'analyse comparée de la RSE versus les ODD permet de mettre en évidence la très grande proximité entre les deux approches. L'exemple des actions RSE de la banque Procrédit a permis de voir ce qui se fait en dehors des entreprises minières et le projet ELAN a présenté son concept de dynamisation des écosystèmes économiques en faveur des populations pauvres en RDC, et dans les zones minières en particulier.

Les débats en plénière puis en carrefour ont permis de clarifier les concepts, de mieux comprendre les ODD et de faire le lien avec la RSE et avec les exercices de planification que ce soit au niveau central ou au niveau décentralisé, dans le secteur public et dans le secteur privé.

A l'issue des débats en groupes et en plénière, l'IDAK recommande :

#### A l'État congolais :

- Associer tous les acteurs du développement dans le processus d'élaboration du plan d'action de la mise en œuvre des ODD ;
- Créer des cadres de concertation sur le développement entre le Gouvernement, les Entreprises privées, les non minières et la communauté locale ;
- Aligner les outils de planification locale et provinciale aux outils nationaux et internationaux (ODD) ;
- Définir au niveau provincial les objectifs prioritaires en vue de permettre aux autres acteurs du développement (Entreprises et Société Civile) d'aligner leurs projets ;
- Financer au niveau provincial le processus d'élaboration et de mise en œuvre des PDL des ETD ;
- Harmoniser les programmes de développement durable des entreprises dans le cadre de la RSE avec le programme de développement des ETD concernées ;
- Vulgariser le concept ODD et encourager les structures qui les mettent en œuvre ;

- Garantir la mise en œuvre des accords signés entre les entreprises et les communautés ;
- Mettre en place avec le Ministère du Plan les mécanismes de suivi et de contrôle des projets ;
- Encourager les projets innovants qui permettent notamment l'accès à la bancarisation, à l'énergie, aux marchés, etc. ;
- Affecter suffisamment de ressources pour l'assainissement des villes ;
- Promouvoir le secteur du recyclage des déchets pour permettre aux privés de contribuer à l'assainissement des villes et communautés ;
- Renforcer la transparence dans la gestion des finances publics (taxes, impôts,...) ;
- Renforcer la transparence dans la passation des marchés publics (ODD1, ODD8, ODD2) ;
- Rappeler fermement à la REGIDESO et la SNEL leurs responsabilités régaliennes en matières de services à la communauté ;
- Mettre en place une cellule provinciale multipartite de suivi des ODD et de promotion des opportunités d'affaire découlant de la mise en œuvre des ODD prioritaires ;
- Promouvoir la formation des jeunes pour développer les compétences qui seront nécessaires demain au développement des nouvelles technologies (formation universitaire professionnelle).
- Mettre à la disposition du public le Plan de Développement de la province.

#### **Aux entreprises :**

- Renforcer la communication sur leurs actions RSE ;
- Renforcer les mécanismes d'harmonisation des PDD des entreprises avec les PDL des ETD dans la mise en œuvre des actions RSE ;
- Intérioriser de manière systématique les informations relatives aux ODD dans toute action de communication ;
- Adopter une politique de gestion des déchets issue de l'activité minière et industrielle ;
- Développer dans chaque entreprise, minière et non minière, un département RSE rattaché à la direction générale ;
- Mobiliser toutes les entreprises dans tous les secteurs pour l'appropriation et l'insertion des ODD/RSE dans leur vision managériale.

#### **A la Société civile :**

- Renforcer les mécanismes d'éducation civique pour l'appropriation des actions RSE par les communautés bénéficiaires ;
- Se positionner comme acteur de mise en œuvre des projets ;
- Signer des accords de partenariat avec le Gouvernement tant au niveau provincial que national pour la mise en œuvre des projets en rapport avec les ODD ;
- Mobiliser les ressources financières auprès de l'État, des institutions locales et internationales et des entreprises ;

#### **A l'IDAK**

- Assurer une large diffusion des concepts ODD et RSE.

Fait à Lubumbashi, le 14 mars 2018

Les participants

idakbureau@gmail.com

## 4. Comité de pilotage de l'IDAK du 15 mars 2018

**Le Comité de Pilotage** s'est réuni dans les locaux de la GIZ le Jeudi 15 mars 2018 après-midi avec un seul point à l'ordre du jour, faire le bilan de la plénière 29 sur les ODD.

**Étaient présents** : Me Kitoko, Président, M. Kandé, Vice-Président, M. Popopo, Vice-Président, Mme Massele et M. Mbwebwe et Mme Munga, GIZ, et M. JM Noiraud, consultant-modérateur.

De l'avis de tous, **la 29<sup>ème</sup> plénière est une réussite** dont le sujet était pertinent car peu connu par la plupart des gens alors que les ODD devraient être le but de toutes les actions entreprises dans le cadre de la RSE comme de la planification stratégique et opérationnelle des Provinces et des ETD.

**Participation** : jour 1 : 113 et jour 2 une centaine. On constate que tout le monde ne s'est pas inscrit. En fait, il y a en plus tous les gardes du corps des autorités, les chauffeurs, les hôtes, et les journalistes qui sont présents également. Le seul souci est que cela augmente le nombre de bouches à nourrir lors des repas, sans que cela ne soit réellement pris en compte. Il faudrait mieux tenir compte de cela pour le futur dans la commande au traiteur.

**La salle de Kalubwe Lodge** est désormais une routine pour l'IDAK. Pas de souci particulier, tout fonctionne bien ou de manière acceptable. On pourrait seulement réitérer la demande de faire le service pause-café et déjeuner en 2 tables séparées pour accélérer les choses et gagner un peu de temps.

**Concernant les orateurs**, tous ceux qui ont confirmés étaient présents. On regrette cependant l'absence du représentant du PNUD et celui de l'observatoire des ODD devant venir de Kinshasa, mais qui ont désisté la veille de la plénière pour des raisons administratives. On constate pour le féliciter que le niveau des présentations était élevé, avec de bons supports PowerPoint (sauf un) et que cela reflète la montée en qualité de l'IDAK ; de bonnes présentations permettant ensuite un bon dialogue. Le partenariat avec GLOBAL COMPACT est une bonne chose, l'organisation est venue avec 3 présentateurs qui ont faits des interventions très pertinentes.

**Concernant les représentants du Gouvernement**, on souligne la présence durant toute la plénière des Ministres de la Santé-Éducation et de l'Environnement du Lualaba, et celle du Ministre des Mines du Haut-Katanga, de même que celle du Directeur de cabinet de l'Assemblée Provinciale du Haut-Katanga. Tous ont exprimé leur satisfaction à l'issue de la plénière, ce qui démontre qu'ils ont acquis des connaissances et apprécié les échanges entre les composantes de l'IDAK. Le seul bémol est qu'en présence des Ministres, les fonctionnaires représentant les diverses administrations ont tendance à rester plus silencieux qu'à l'accoutumée.

**Concernant le secteur privé**, on apprécie la présence de quelques entreprises non-minières, mais on regrette toutefois que le nombre total d'entreprises présentes est resté plus faible que prévu. Cela démontre que les ODD ne sont pas encore bien compris comme une nécessité par les entreprises, ce qui fait dire qu'il faudra renouveler l'expérience autour des ODD dans une autre plénière, avec peut être un sujet plus mobilisateur, comme par exemple : « comment faire que la mise en œuvre des ODD devienne des opportunités d'affaires pour les entreprises ? ».

**Concernant la société civile**, elle est venue nombreuse, très attentive, un peu comme à l'école, démontrant encore une fois que le sujet a intéressé tout le monde mais qu'il n'était pas réellement connu et compris auparavant. En réalité, il y avait une confusion réelle entre OMD et ODD, confusion qui a été clarifiée, mais, encore une fois, cela veut dire aussi que le sujet des ODD mérite d'être travaillé à nouveau.

**Pour le futur**, il serait bon de revenir sur la question des ODD pour être plus précis, et de mieux faire encore le lien avec les PDD des entreprises, et les PDQP et PDL au niveau des provinces et des ETD, et surtout démontrer que des opportunités d'affaires sont à saisir dans le cadre de la mise en œuvre des ODD.

## **LISTE DES ANNEXES**

<b>1. Termes de référence de la 27ème plénière et programme</b>	<b>15</b>
<b>2. Liste des participants</b>	<b>19</b>
<b>3. Exposés de la plénière</b>	<b>28</b>



## **TDR DE LA 29 PLENIERE IDAK**

### **Thème : « Contribution du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD »**

#### **Contexte**

En septembre 2015, la communauté internationale a adopté un nouveau programme mondial de développement durable à l'horizon 2030. Partie prenante de ce consensus mondial sur le développement durable, la RDC s'est engagée à élaborer et à mettre en œuvre des politiques publiques qui visent l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici à 2030. Ces ODD sont non seulement une déclaration d'intention pour la RDC, mais aussi une feuille de route que le pays s'est approprié pour pouvoir reculer la pauvreté, améliorer les conditions de vie et créer un monde plus solidaire, raisonnable et juste dans la répartition des revenus. Ce Plan Stratégique National de Développement pour la RDC est un programme qui décrit les politiques et les stratégies du développement et qui couvrent plusieurs thématiques notamment : Développement industriel, Agriculture, Pêche, Infrastructures, Energie, Ressources Minérales, Fiscalité, Finances, Investissements Directs Etrangers, Ressources Humaines, Sciences et Technologies.

**Parallèlement à cette initiative publique, la plate forme « Investissement Durable au Katanga », IDAK en sigle qui est un cadre de dialogue multi-acteurs sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises du secteur minier pour un développement durable des zones impactées par les activités minières dans la région du Katanga et la RDC en général, encourage des pratiques responsable dans le cadre du développement durable dans le secteur extractif au pays alors que d'autre plateforme Mondiale comme Global Compact Network RDC qui est une initiative onusienne visant à inciter les entreprises du monde entier à adopter une attitude socialement responsable en s'engageant à intégrer et promouvoir plusieurs principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, et à**

la lutte contre la corruption par la promotion de l'implication effective des entreprises dans la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable en **favorisant le partenariat et la synergie des entreprises, des pouvoirs publics, la société civile et les Nations Unies.**

C'est dans cette perspectives que les parties prenantes au dialogue sur le développement durable, regroupées au sein de l'IDAK ont choisi d'organiser une plénière pour s'entretenir sur la problématique de la « Contribution du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD » comme mécanisme du secteur privé de réaffirmer son volontarisme et son engagement en faveur des ODD en RDC pour améliorer les conditions de vie des populations, tout en permettant aux entreprises de réaliser des profits.

### **Objectif principal**

- Vulgariser auprès des acteurs du développement (tripartite) les ODD ;

### **Objectifs spécifiques**

La présente plénière permettra aux parties prenantes au dialogue à :

- S'approprier les 17 objectifs des ODD et les 10 principes du pacte mondial des Nations Unies ;
- Susciter le débat sur l'importance des ODD dans le plan opérationnel des entreprises ;
- Établir le lien entre les ODD et les sept questions centrales de la RSE ;
- Proposer des orientations pouvant faciliter l'interaction entreprises - communautés dans l'opérationnalisation des ODD.

### **Les résultats attendus**

- Les ODD et les 10 principes du pacte mondial des NU sont connus par les participants;
- Les entreprises ont compris l'importance d'intégrer les ODD dans leur plan opérationnel ;
- Le lien entre les questions centrales de la RSE et les ODD est établi ;
- Le Plan Stratégique National de Développement pour la RDC est vulgarisé ;
- Les parties prenantes identifient le lien entre les questions centrales des ODD et de la RSE ;

- Les entreprises s'engagent à aligner leurs stratégies de développement sur les ODD en prenant en compte les attentes des ETD concernés ;
- Les parties prenantes partagent les meilleures pratiques pour répondre aux défis collectifs des ODD.
- **Liste des participants :**

<b>Composantes</b>	<b>Nombres</b>
Société civile	40
Chambre de mines	20
FEC	20
Gouvernement Provinciaux	20
Gouvernement National	5
O. I et autres invités	15
<b>TOTAL</b>	<b>120</b>

### **Programme**

<b>HEURE</b>	<b>MOMENT</b>	<b>RESPONSABLE</b>
<i>08H00'-08H30'</i>	<i>Arrivée des participants</i>	<i>Protocole</i>
<i>08h30'-09h00'</i>	<i>Arrivée des Officiels</i>	<i>Protocole</i>
<i>09h00</i>	<i>Arrivée de SE Mr. Le Gouverneur de la province du Haut KATANGA</i>	<i>Protocole</i>
<i>09h00-09h10</i>	<i>Hymne national</i>	<i>Modérateur</i>
<i>09h10'-09h25'</i>	<i>Présentation des participants</i>	<i>Modérateur</i>
<i>09h25'-09h35'</i>	<i>Mot de circonstance</i>	<i>Présidente CP IDAK</i>
<i>09h35-09h40</i>	<i>Mot d'ouverture</i>	<i>SE Mr. Le Gouverneur de province</i>
<i>09h40'-10h30'</i>	<i>Pause-café.</i>	

## Plan du travail

Premier jour		
PANEL 1 : Présentation plan national et provinciaux de développement		
Heure	Thème	INTERVENANT
10H30'-11H00'	Panel de discussion : Sur la compréhension du concept ODD ( <del>Popoko</del> , Fortunat, <del>Kitya</del> , etc.)	Modérateur
11H00'-11H30'	Plan Stratégique National de Développement pour la RDC à l'horizon 2030	Directeur de la planification régionale du ministère du plan ( <del>Pierrot</del> <del>Kasanga</del> )
11H30'-12H 00'	Présentation des plans de développement de quatre provinces de l'Ex KATANGA.	Ministre du Lualaba
12H00'-13H00'	<b>Débat : avons-nous une ou bien plusieurs visions de développement à l'horizon 2030 ? Pouvons-nous rapprocher nos points de vue ?</b>	Modérateur
13H00'-14H00'	<b>Pause-déjeuner</b>	
PANEL 2 : Les 17 objectifs des ODD et les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies		
14H00'-14H30'	Les 17 Objectifs du développement durable et ses 10 principes	Global compact (Félix)
14H30'-15H00'	Lien entre les ODD et la RSE	MASELE DOROTHEE
14H30'-15H30'	Les ODD et les mines	Yvon <del>Mwebwe</del>
	L'actualisation des différents documents de planification et de programmation du développement cas de PDL – PDD	Auguste MUTOMBO
15H30'-16H00'	<b>Débat : Harmonisation et intégration des principes des ODD dans les planifications sectoriels</b>	Modérateur
Deuxième Jour		
PANEL 3 le rôle des parties prenantes dans l'harmonisation des Plans de Développement		
10H00'-10H30'	<u>Pause café</u>	
10H30'-11H00'	Contribution du secteur minier aux ODD Contribution des opérateurs économiques aux ODD Comment intégrer et assurer la prise en compte des 17 questions centrales des ODD dans le management d'une entreprise	FEC et <del>Equity</del> Bank
11H00'-12H30'	Dynamisation des <del>écosystèmes</del> économiques dans le secteur minier suivant les ODD	ELAN
12H30'-13H30'	<b>Pause déjeuner</b>	
13h30-14h00	débat général	Modérateur
14H00'-15H00'	Formulation recommandation	Composantes IDAK
15H00'-16H00'	<b>Adoption de recommandations</b>	Modérateur
16H00'-16H20'	<b>Mot de clôture</b>	SE Mr. Le Gouverneur de la province du Haut KATANGA
16H20'	<b>COCKTAIL</b>	

Freddy KASONGO ST a.i



CADRE DE DIALOGUE POUR  
LES INVESTISSEMENTS DURABLES  
AU KATANGA

29<sup>e</sup> Session PLENIERE DE L'IDAK sur : la « Contribution du secteur privé dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable »

LIEU : Lubumbashi / Kalubwe Lodge  
Liste de présence du mardi 13 MARS 2018

N°	NOM & PRENOM	sexe	ORGANISATION & Fonction	N°TELEPHONE	E-Mail	Signature
01	Mr Freddy KUTDA	M	CP IDAK	0818113467	f.kutda@gnod.com	
02	Rebecca TIPIANA	F	GRONGS	0855744082	mpianarebecca@gmail.com	
03	Arlette BASUA	F	PROTOCOLE	0821891205	basuaarlette@gmail.com	
04	FREDY KAS	M	CP. IDAK	0995467001	Fkasya@mediachy.com	
05	KAFUCI NEDOMBE	M	CPS-IDAK LUALABA	0915832173	-	
06	CARLOS MUKA	M	DEARSE	0977782166	mycarlos@gmail.com	
07	MUKALAY MUNGALO	M	GECAMINES SA DIRECTEUR	0970053284	ebienstephane.mukaloy@yahoo.fr	

08	Dr Nwasa Gilbert	M	MMG	0817106667	gilbert.nwasa@mmg.com	
09	BEITY NNAWA	F	APRONAPAKAT	0992544459	Apronapakat@gmail.com	
10	RUDY MANGUSU	M	C PRESSE	0991004643	MangunguRudy@gmail.fr	
11	Pierre KATANGA	M	DESC	0842046372	katiengapiene@gmail.com	
12	Alette Maseugo	F	DESC	085023625	aletamaseugo@gmail.com	
13	GUYLAIN KASONGO	M	IRAH	0855735609		
14	MULAMBA MAGHA	M	IRAH	083403958	mghamwamba2014@gmail.com	
15	Dr GEORGE KALEKA	M	FH360.	0995397621	ilekaleka@gmail.com	
16	Dorothee Nasele	F	TFN.	0820003619	dnasele@directfr.com	
17	BANZA KIFINDO ALPHONSE	M	C DEG	0814512208	kifindobanza@shw.com	
18	Nathan KIMENGA	M	FEC	082012774	nkipielnathan2019@gmail.com	
19	Ngole Kabokwe	M	CD/Jemina	0997145482		
20	PATRICY JOSEPH	M	ASS. PROV. HAUT-KAT	09977164900	jozephpatricy@hotmail.com	
21	Joe MWAKU NAWO	M	ASS. PROV. HAUT-KAT	0812111633	mawojo@yahoofr	
22	Venance MUMBA	M	CLD/Fgum	0995500552	clde-fgum@protonmail.com	

23	MUBIKAZI VICTOR E.	M	DESC	0852548146	vmubikazi@gmail.com	
24	Changapha TUBAA DIKASA	M	IN.P. JEUNESSE	0997046171	-	
25	MBUYA POPPO	M	EP- IDAK			
26	FORTUNAT-K.	M	C.P IDAK	0844072711	tho-de-fontaine @yorkoo.fr	
27	SABUTWAHIB	M	CT PLAN	0817613681	gaburanga 69@ yahoo.fr.	
28	Josiah OBAT.	M	MONUSCO	0818907576	obat@un.org	
29	Luana SENGA	F	DEAR SE	0991296206	luanasengas@gmail. com	
30	Ochlon Kimfisi	M	PHELPS SOLGE CONGO	0813685335	kmanga@fmi.com	
31	GUY POZENGA	M	PLAN / LUALABA	0997025760	nguyrugeruguz@ ibc-tv.kc	
32	MICHEL SINDA	M	DINERB / MINES / HK	0997884289	lulanduhubuy@ gmail.com	
33	KATONDI NYEZI	M	CDM / Mines	0978079002	ppfleshoz@gmail.com	
34	SAM KITENGE	M	CDM / Mines	0992743181	Kitenge@gmail.com	
35	Frederick KALU	M	Canada	0818057205	mndubalazoo@ yahoo.fr	
36	JUSLINE KYALIE	F	MINITÈRE DE MINE	0891716077		
37	PLAIDE KIBAKO	F	RINC.	0810063049		

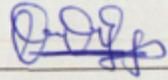
38	CHANICK MBUYA	F	Société civile Nini	0973342590	ilyunga@buyachonick@gmail.com	
39	Vivie Lumbala	F	parsec Dimes	0842560342	vivielumbala@gmail.com	
40	TUMBA CRISPIN	M	EQUITY BANK CONGO	0818302683	crispintb@procreditbank.cd	
41	MWASA LUKISO	M	Fee	0997922340	dhedhean@yahoof	
42	Auguste Mvions	M	Alternative Plus CPLIDAK.	0816043785	amvions@gmail.com	
43	JESSICA KUNGA	F	GIZI BONGA	0979554991	jessica.munga@z3.de	
44	GUY GUY MUBENGA	M	GIZI/BGSM	0814332040	guymubenga12@gmail.com	
45	Joh Tchali	M	Nin. Dimes/P. Luulab	0971380630	joh_tchal@yahoo.fr	
46	Bunle h.	M	AFRO WAICAT	0997580504	bunghaweb@emule.org	
47	MO KANBA P.	P.	Coop./CORAKAT.	0997219435	jacqueskanba@gmail.com	
48	PAPY NSENGA	M	CPS/WALABA	0996618054	papynsenga2015@gmail.com	
49	TSHOFU-KAYITE	F	U.N. Global Compact	0997030529	tshofumante@yahoo.fr	
50	Felix Baanganga	M	Global Compact	0997671549	fbaanganga@globalcompactnetwork-edc.org	
51	DE PATRICK ADH	M	Société civile	0991457921	patrickadh@gmail.com	
52	ALEX NDIRAUS	M	ELAN HSC	081128367	alex.ndiraus@elanrde.com	

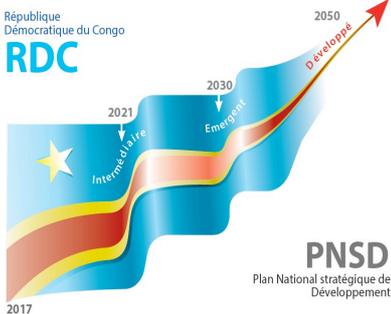
53	Asibud	M	RFC	0997032878	—	LMSSA
54	JVES MARIJA	M	MWANGAZA	0990152387		mjh
55	Basilé BILALI	M	Héritage/Comeramen	099054219	basilebilali@gmail.com	Stuking
56	Sarah Moutou	F	ACIOM	0823353446	sarahmoutou@gmail.com	Stuking
57	Edo KANKU	M	journaliste Magazine Mines - Industries	0991476370	Edokanku@gmail.com	
58	Premier KASONGA	M	Ministère du PLAN	0815057409	premierkasonga@gmail.com	
59	Yvan M'wamba	M	GIZ	0910751001	yvan.mwamba@gmail.com	
60	PONTIEN KYEMBA	M	COTUPDK	0997014224	pontienkyemba@yahoo.fr	
61	MIJI-JONATHAN	M	SAESSCAM	0803504863	jonathanmiji@yahoo.fr	
62	Doucou ILUNGA	M	CBC/SH WYLA	0815690341	doucouilunga22@gmail.com	
63	Dandjet KITWA	M	CRD/LUALABA	0997025716	dandjetkitwa@yahoo.fr	
64	Sam NUKENGI	M	R.SIC	0818227755	delele99.dan@gmail.com	
65	YANU KASONGO	M	PROFIL MAGAZINE	0991601824	yanukas9@gmail.com	
66	ELIE KADIMA	M	POM	0812115834	madr_mdr2000@yahoo.fr	
67	Thamus R. N.	N.	TCE	0898042202	thamus.rucas@carteinter.cip	

68	SOUVENIR KABONGO	M	Journaliste MAG. Mines	099417 1870	Souvenir.kabongo@gmail.com	
69	CEDRIC BAKASUBA	M	MARKETING I MBO Congo	0977035621	Cedric_bakasuba@gmail.com	
70	Emile MAYUMBA	M	Rwanda Mining	0018501307	Emile.mayumba@gmail.com	
71	Jean-Marie	M	Mudenda			
72	Solange Tshib	F	cood. Desgracies	0997019571	desgraciasinter@yahoo.fr	
73	PATRICIA KASHALA	F	DYFREN RDC	097001069	kashalapatricia@gmail.com	
74	ISOZO MUKANY	M	PRESSE GOUVERNEMENT	0990532221		
75	Nick Andoh	M	Centre Carter	0616605304	nick.andoh@cartercenter.org	
76	EMANUEL KIFUNGO	M	SANVE	089057824 0975536914	emmanuel.kifungo@gmail.com	
77	Jean-claude Becka	M	ASADKO-KAT	08146811	jeanclaude.becka@gmail.com	
78	MERBEAU NKUW	F	JOURNALISTE "LE BELLE"	0977376884	merbeau.nkuw@gmail.com	
79	MAMY NBERO	F	JOURNALISTE "L'AMERVENLE"	0828188081		
80	JUNIOR NSANGU	M	Journaliste	099237937	junior.nsangu@gmail.com	
81	MEEK LUBANDITA	M	JOURNALISTE	0992070407	meek.lubandita@gmail.com	
82	YVON MATA	M	Rwanda Mining	08167770	Yvon.Mata@gmail.com	

83	Nelly KABENA	F	Journaaliste RO	081408754	libutuka@un.org	Nelly
84	KYUNOU TOHAKA	M	CEO	081408575	Kyungudany@yahoo.fr	<del>Signature</del>
85	Michael Kadima	M	DESC	0902977514	<del>Signature</del>	<del>Signature</del>
86	CLARELLE MUN	F	II	—	—	<del>Signature</del>
87	Melissa Luwamba	F	AFIA MAMA	0821196644	melissaluwamba@gmail.com	<del>Signature</del>
88	ERICK LUWAMBA	M	collecf de economiste	0819702203	erickluwamba@gmail.com	<del>Signature</del>
89	FLORENCE MUKANDA	M	CBC	081785348	florhobani@gmail.com	<del>Signature</del>
90	NELLY KAKUDI	F	journaliste	0812561702		<del>Signature</del>
91	LYLY NSUNGU	F	journaliste	0997181208	nsungu@smail.com	<del>Signature</del>
92	MATON GOTHAS	M	FAMO	0971073901	matongothas@gmail.com	<del>Signature</del>
93	LELE RAKAYA OBAU	M	FAMO	0997679250	Famo_obau@yahoo.fr	<del>Signature</del>
94	KILUBA KAZUBA	M	FAMO	0895026392	Kituba@jimmy.com	<del>Signature</del>
95	JEAN PAUL KASHALA	M	JOURNALISTE	097357095		<del>Signature</del>
96	BI JOUX FATUMA	F	LEBOUCLIER HERO JOURNALISTE	0814261042		<del>Signature</del>
97	TENY MISAKABU	M	LEVEL COMMUNICATO OPREKANGA	0995416912	teny@paga.org	<del>Signature</del>

98	Ivon Kabue	M	MIN ENV LUALABA	0813315554	IVONKABUE@GMAIL.COM	
99	JIMMY TSHIYEMBA	M	MINISTÈRE DES MINIS Lualaba	097715703	JIMMYTSHIYEMBA@GMAIL.COM	
100	Flunga nkanga	M	Ministere de la sante	0990261428	Flungankanga.g.mail.com	
101	MIKE ANANI	M	ONG. KILES DU COEUR	0824082694	MIKEANANI80@gmail.com	
102	Buhendwa Lucien	F	Caritas / BAA Libé	0997215664	lucien_buhendwa@yahoo.fr	
103	Alain MUYO	M	Presse Le profil	0995750216	alainmuyok@gmail.com	
104	FRED MUTEB	M	LB PROFIL	099700490	fredmutef@gmail.com	
105	Nicole K. KAZALI	F	PANTHEON (Mag)	0995522764	mkabale@gmail.com	
106	FREDERICK FUMBA	M	PRESSE-OLUROC	-	-	-
107	Kent LUENGA	M	PRESSE-JOURNAL RESEA	097449258	kentluenga@gmail.com	
108	BENOIT NUSOMBA	M	PRESSE LEBERBER NEWS	0997248457	-	
109	EDOUIGE MALOBA	F	PRESSE Vie QUOTIDIENNE	0994606898	-	
110	SIDIER NZADI	M	PRESSE LES ARSÈNES	0893452173	sidiernzadi@gmail.com	
111	Kasongo Morton	M	CPECNDD	0811688342	kmorton@hotmail.fr	
112	Ir. PHILIPPE	M	CDM CAB DG	0817115813	mabwaka@gmail.com	

113	JEFF MBIJA	M	Coord. <sup>RCCN</sup> <del>Adjoint</del>	08 116 57 770	jeffmbija@gmail.com	
114						

 <p>République Démocratique du Congo <b>RDC</b></p> <p>2017 2021 2030 2050 Intermédiaire Emergent Développé</p> <p><b>PNSD</b> Plan National stratégique de Développement</p>	<h2 style="text-align: center;">Plan National Stratégique de Développement</h2> <h3 style="text-align: center;">Vision de la RDC à l'horizon 2050</h3> <p style="text-align: right;"><b>Par: KASONGA Pierrot</b> Directeur/DPR/Min du Plan</p>														
<h3 style="text-align: center;">PLAN DE PRESENTATION</h3> <p><b>a. Rappel du Processus de Planification en RDC depuis 2001</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>I. Présentation du Livre 1: <i>Vision de la RDC à l'horizon 2050</i></li> <li>II. Présentation du Livre 2: <i>Stratégies globales et sectorielles</i></li> <li>III. Présentation du livre 3: <i>Plan quinquennal 2017-2021</i></li> <li>IV. Situation actuelle</li> <li>V. Intervention du secteur Minier dans le Développement local</li> </ol>	<h4 style="text-align: center;">I.1. Rappel du Processus de Planification depuis 2001</h4> <p style="text-align: center;">Situation au Niveau Central</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="background-color: #f4a460; text-align: center;">2001-2003</td> <td style="background-color: #333; color: white; text-align: center;">DSCRIP Intérimaire (point de décision en 2003)</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; text-align: center;">2003-2006</td> <td style="background-color: #add8e6; text-align: center;">Elaboration DSCRIP 1 (Mise en œuvre à travers le PAP de 2007-2010)</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #c0392b; color: white; text-align: center;">2010</td> <td style="background-color: #f08080; text-align: center;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>Atteinte du Point d'achèvement (Mise en œuvre jugée satisfaisante du DSCRIP 1 → Annulation de la Plus de 90% de la dette)</li> <li>Elaboration du DSCRIP 2</li> </ul> </td> </tr> <tr> <td style="background-color: #27ae60; color: white; text-align: center;">2011-2012</td> <td style="background-color: #c8e6c9; text-align: center;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>DSCRIP 2 pour 2011-2015 (finalisé)</li> <li>Idées-Forces de la Révolution de la Modernité (document de campagne et vision du Chef de l'Etat)</li> <li>Programme d'Action du Gouvernement (PAG) investi pour la mandature 2012-2016</li> </ul> </td> </tr> </table>	2001-2003	DSCRIP Intérimaire (point de décision en 2003)	2003-2006	Elaboration DSCRIP 1 (Mise en œuvre à travers le PAP de 2007-2010)	2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteinte du Point d'achèvement (Mise en œuvre jugée satisfaisante du DSCRIP 1 → Annulation de la Plus de 90% de la dette)</li> <li>Elaboration du DSCRIP 2</li> </ul>	2011-2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>DSCRIP 2 pour 2011-2015 (finalisé)</li> <li>Idées-Forces de la Révolution de la Modernité (document de campagne et vision du Chef de l'Etat)</li> <li>Programme d'Action du Gouvernement (PAG) investi pour la mandature 2012-2016</li> </ul>						
2001-2003	DSCRIP Intérimaire (point de décision en 2003)														
2003-2006	Elaboration DSCRIP 1 (Mise en œuvre à travers le PAP de 2007-2010)														
2010	<ul style="list-style-type: none"> <li>Atteinte du Point d'achèvement (Mise en œuvre jugée satisfaisante du DSCRIP 1 → Annulation de la Plus de 90% de la dette)</li> <li>Elaboration du DSCRIP 2</li> </ul>														
2011-2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>DSCRIP 2 pour 2011-2015 (finalisé)</li> <li>Idées-Forces de la Révolution de la Modernité (document de campagne et vision du Chef de l'Etat)</li> <li>Programme d'Action du Gouvernement (PAG) investi pour la mandature 2012-2016</li> </ul>														
<h4 style="text-align: center;">I.2. Rappel du Processus de Planification depuis 2001</h4> <p style="text-align: center;">Situation au Niveau Provincial</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="background-color: #f4a460; text-align: center;">2005-2007</td> <td style="background-color: #333; color: white; text-align: center;">Elaboration des DSCRIP Provinciaux assortis des PAP provinciaux 2007-2009 (pas de mise en œuvre)</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; text-align: center;">2009</td> <td style="background-color: #add8e6; text-align: center;">Redimensionnement des DSCRIP Provinciaux (Mise en œuvre à travers des PAP 2010)</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #c0392b; color: white; text-align: center;">2010-2011</td> <td style="background-color: #f08080; text-align: center;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration et finalisation des PQCE 2011-2015</li> <li>Mise en œuvre à travers des PAP 2011-2015</li> </ul> </td> </tr> <tr> <td style="background-color: #27ae60; color: white; text-align: center;">2011-2014</td> <td style="background-color: #c8e6c9; text-align: center;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>2012: Organisation de la première revue annuelle en PO</li> <li>2013: Organisation des revues annuelles dans 4 provinces (NK, SK, PO et Maniema dans les secteurs prioritaires)</li> <li>2014: Organisation des revues annuelles dans toutes les provinces mais dans quelques secteurs seulement</li> </ul> </td> </tr> </table>	2005-2007	Elaboration des DSCRIP Provinciaux assortis des PAP provinciaux 2007-2009 (pas de mise en œuvre)	2009	Redimensionnement des DSCRIP Provinciaux (Mise en œuvre à travers des PAP 2010)	2010-2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration et finalisation des PQCE 2011-2015</li> <li>Mise en œuvre à travers des PAP 2011-2015</li> </ul>	2011-2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>2012: Organisation de la première revue annuelle en PO</li> <li>2013: Organisation des revues annuelles dans 4 provinces (NK, SK, PO et Maniema dans les secteurs prioritaires)</li> <li>2014: Organisation des revues annuelles dans toutes les provinces mais dans quelques secteurs seulement</li> </ul>	<h4 style="text-align: center;">I.2. Rappel du Processus de Planification depuis 2001: Que retenir du DSCRIP</h4> <p style="text-align: center;">Figure 9. Contenu du DSRP-1, du DSCRIP-1 et du DSCRIP-2</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; text-align: center;">DSRP-1 2002 - 2005</td> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; text-align: center;">DSCRIP-1 2006 - 2010</td> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; text-align: center;">DSCRIP-2 2011 - 2015</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; padding: 5px;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilisation, transition et reconstruction</li> <li>Trois piliers stratégiques</li> <li>Performances : amélioration des fondamentaux de l'économie, retour de la croissance et atteinte du point de décision de l'1-PPTE en 2005</li> </ul> </td> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; padding: 5px;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernance et relance de la croissance</li> <li>Cinq piliers stratégiques</li> <li>Performances : atteinte du point d'achèvement de l'1-PPTE en 2010, poursuite de la croissance</li> </ul> </td> <td style="background-color: #4a7ebb; color: white; padding: 5px;"> <ul style="list-style-type: none"> <li>Croissance, création d'emplois et impact du changement climatique</li> <li>Quatre piliers stratégiques</li> <li>Performances : consolidation de la stabilité macro, croissance remarquable, baisse du taux de pauvreté</li> </ul> </td> </tr> </table>	DSRP-1 2002 - 2005	DSCRIP-1 2006 - 2010	DSCRIP-2 2011 - 2015	<ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilisation, transition et reconstruction</li> <li>Trois piliers stratégiques</li> <li>Performances : amélioration des fondamentaux de l'économie, retour de la croissance et atteinte du point de décision de l'1-PPTE en 2005</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernance et relance de la croissance</li> <li>Cinq piliers stratégiques</li> <li>Performances : atteinte du point d'achèvement de l'1-PPTE en 2010, poursuite de la croissance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Croissance, création d'emplois et impact du changement climatique</li> <li>Quatre piliers stratégiques</li> <li>Performances : consolidation de la stabilité macro, croissance remarquable, baisse du taux de pauvreté</li> </ul>
2005-2007	Elaboration des DSCRIP Provinciaux assortis des PAP provinciaux 2007-2009 (pas de mise en œuvre)														
2009	Redimensionnement des DSCRIP Provinciaux (Mise en œuvre à travers des PAP 2010)														
2010-2011	<ul style="list-style-type: none"> <li>Elaboration et finalisation des PQCE 2011-2015</li> <li>Mise en œuvre à travers des PAP 2011-2015</li> </ul>														
2011-2014	<ul style="list-style-type: none"> <li>2012: Organisation de la première revue annuelle en PO</li> <li>2013: Organisation des revues annuelles dans 4 provinces (NK, SK, PO et Maniema dans les secteurs prioritaires)</li> <li>2014: Organisation des revues annuelles dans toutes les provinces mais dans quelques secteurs seulement</li> </ul>														
DSRP-1 2002 - 2005	DSCRIP-1 2006 - 2010	DSCRIP-2 2011 - 2015													
<ul style="list-style-type: none"> <li>Stabilisation, transition et reconstruction</li> <li>Trois piliers stratégiques</li> <li>Performances : amélioration des fondamentaux de l'économie, retour de la croissance et atteinte du point de décision de l'1-PPTE en 2005</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Gouvernance et relance de la croissance</li> <li>Cinq piliers stratégiques</li> <li>Performances : atteinte du point d'achèvement de l'1-PPTE en 2010, poursuite de la croissance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Croissance, création d'emplois et impact du changement climatique</li> <li>Quatre piliers stratégiques</li> <li>Performances : consolidation de la stabilité macro, croissance remarquable, baisse du taux de pauvreté</li> </ul>													
<h4 style="text-align: center;">II.2. Vers le Plan National Stratégique de Développement</h4> <p><b>Face à la:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Multiplicité des cadres programmatiques d'intervention</li> <li>Différence d'horizon de mise en œuvre entre le niveau central (PAP renforcé 2012-2016) et le niveau provincial (PAP-P 2011-2015)</li> <li>Et que les cadres programmatiques existants arrivent à terme:             <ul style="list-style-type: none"> <li>Au niveau provincial en 2015</li> <li>Au niveau central en 2016</li> </ul> </li> </ul> <p>→ Pour éviter une navigation à vue après ces échéances dans la continuité du processus de planification stratégique, il a été plus qu'opportun de lancer la préparation des prochains cadres programmatiques qui soient fédérateurs de toutes les interventions de développement. La nécessité d'avoir : Le « PNSD » avec une extension en provinces « PDP 2018-2022 »</p>	<h2 style="text-align: center;">Livre 1: Vision de la RDC à l'horizon 2050</h2>														

## CONTENU DU LIVRE 1

En terme de contenu, on peut noter que le livre 1:

- ❑ Fait le point sur les récents développements enregistrés par le pays (bilan des progrès accomplis par la RDC sur le plan politico-institutionnel que sécuritaire, économique et social). ;
- ❑ Fait la revue des plans et cadres stratégiques de développement mis en œuvre par le pays de 2002 à 2015.
- ❑ décline la vision de développement du pays en passant par 3 séquences

## CONTENU DU LIVRE 1: Revue des plans et cadres stratégiques de développement de 2005 à 2015

- ❑ Panorama des différents plans et cadres stratégiques de 2005 à 2015
- ❑ Bilan de la mise en œuvre des différents plans et cadres stratégiques
- ❑ Principales faiblesses des plans et cadres stratégiques

## CONTENU DU LIVRE 1: décline la vision de développement du pays en passant par 3 séquences

- ❑ Séquences de mise en œuvre du plan national stratégique de développement
- ❑ Vision stratégique et orientations des politiques de développement par séquence
- ❑ Opportunités à saisir, contraintes à desserrer et défis à relever

### Séquences

- I.** Le PNSD 2018-2022 : permettre à la RDC d'obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire en 2022, PIB/Hab porté à 1050 USD.
  - A. La première séquence devra se traduire par la transformation de l'agriculture
  - B. Accroître la productivité et le rendement de l'agriculture (un coup de pouce au secteur primaire)
  - C. Développer des parcs agroindustriels (PAI) et centres de développement intégré (CDI) pour attirer plusieurs capitaux dans le secteur agricole.
- II.** Atteindre le statut de pays émergent en 2030, ce qui correspondra à un PIB par habitant de 4000 USD
  - A. la seconde séquence procédera de l'industrialisation intensive du pays
  - B. Orientera l'action vers l'industrialisation intensive pour créer plus de valeurs ajoutées localement, développer les relations verticales et horizontales
  - C. implanter des parcs industriels (PI) dans le pays (développer les infra et attirer les IGE)
- III.** Rejoindre le club des pays développés en 2050. Les efforts à conjuguer devront porter le PIB par habitant à 12.000 USD
  - A. la troisième et dernière séquence consistera à ériger une société du savoir ou des connaissances
  - B. bâtir une société des connaissances en investissant dans l'accumulation du capital humain et à la recherche-développement.
  - C. Construire un ensemble de parcs scientifiques et technologiques (PST)

## Livre 2: Stratégies et outils de mise en œuvre

## CONTENU DU LIVRE 2

En terme de contenu, on peut noter que ce livre décline:

- ❑ la stratégie globale de développement du pays
- ❑ les stratégies sectorielles
- ❑ les outils de leur mise en œuvre pour avoir le statut de pays à revenu intermédiaire en 2022, celui de pays émergent en 2030 et celui de pays développé en 2050

## CONTENU DU LIVRE 2

L'ensemble des stratégies du PNSD s'articule autour 7 Orientations:

- ❑ Consolider la démocratie et garantir la sécurité pour des institutions fortes et stables et une meilleure gouvernance ;
- ❑ investir massivement, qualitativement et efficacement dans l'homme pour plus de progrès technique, économique, démographique et social ;
- ❑ améliorer le climat des affaires et mobiliser suffisamment de ressources pour développer et rendre compétitif le secteur privé ;
- ❑ diversifier l'économie et élargir sa chaîne de création des valeurs pour plus d'emplois stables et bien rémunérés ;
- ❑ accroître la productivité de l'agriculture pour garantir la sécurité alimentaire, devenir le grenier de l'Afrique tout en mobilisant la masse ouvrière ;
- ❑ résorber le déficit infrastructurel pour une mobilité quasi parfaite et un accès permanent à l'énergie ; et
- ❑ protéger l'environnement et s'adapter aux exigences des changements climatiques pour un cadre de vie meilleure.

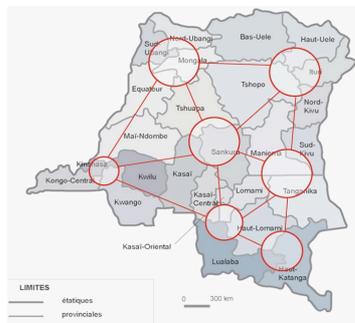
## CONTENU DU LIVRE 2: Approche

L'approche choisie pour impulser le développement du pays est

- ❑ construire sept points lumineux de développement (PLD) disséminés sur l'ensemble du territoire national.
- ❑ Ces sont des espaces économiques viables dotés des infrastructures nécessaires pour engranger la révolution de la modernité à grande échelle.
- ❑ Ils seront connectés par des autoroutes et des voies ferrées.
- ❑ Chacun des PLD disposera d'une station d'électricité et d'une station d'eau afin de résorber le déficit en énergie et favoriser le processus d'électrification et de desserte en eau potable de l'ensemble du pays.
- ❑ L'érection de ces PLD se fera progressivement en passant par la construction des parcs agroindustriels (PAI) et centres de développement intégré (CDI), la construction des parcs industriels (PI), et la construction des parcs scientifiques et technologiques (PST) selon une vision intégrée

La mise en œuvre passera par: l'élaboration et l'exécution d'un plan directeur des investissements privés (PDI) et d'une plateforme des infrastructures publiques (PLIP). Il reviendra au PDI et au PLIP d'orienter la mise en place des PLD

### Positionnement des PLD



### CONTENU DU LIVRE 3

<le livre 3 ratifie les registres de deux premiers livres pour passer aux actions concrètes qui accompagnent la vision prospective et les stratégies du gouvernement.

Ce livre constitue donc le premier plan quinquennal de la mise en œuvre du PNSD qui présente les orientations opérationnelles de l'actions publique, les objectifs et les progrès à réaliser durant la période 2018-2022.

Il met en évidence les cadrages macroéconomique et budgétaire de référence ainsi que des mesures d'accompagnements et comprend enfin, deux outils à la mise en œuvre du PNSD à savoir, le répertoire des actions prioritaires à mener de 2018 à 2022 et le guide du suivi-évaluation du plan quinquennal.

### CONTENU DU PNSD: **Résumé**

Le livre 1 présente la vision de développement du pays à l'horizon 2050 ;

Le livre 2 décline les stratégies globales et sectorielles à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de la vision ; et

Le livre 3 détermine les actions à mener dans le cadre de la première phase de mise en œuvre du PNSD.

Ce dernier correspond donc au premier plan quinquennal. Il est assorti d'un guide de suivi-évaluation des progrès. Les prochains stades d'élaboration du PNSD consisteront en la rédaction progressive des six autres plans quinquennaux

#### SITUATION ACTUELE DU PROCESSUS DE PLANIFICATION

Le PNSD a subi plusieurs critiques de la part de toutes les parties prenantes d'où l'impérieuse nécessité d'un recadrage qui passe par:

- La redynamisation des cadres de concertation sectorielles
- La finalisation de l'Etude Nationale Prospective
- Le choix du scénarii qui va sous tendre la formulation de la vision nationale de développement à long terme ;
- L'élaboration du Plan Quinquennal de Développement 2018 -2022 adossée sur la vision ;
- L'élaboration du Programme d'Actions Prioritaires (PAP) pour la mise en œuvre ;

#### INTERVENTION DU SECTEUR MINIER DANS LE DEVELOPPEMENT

- Importance économique du secteur de mines,
- Ancrage du plan d'investissement de son entité dans le plan local de développement,
- Développement du partenariat public privé

#### Tous à Bord... vers le Port



MERCI DE TOUTE VOTRE ATTENTION !!!



<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Acquisition de 3 groupes électrogènes pour Dilolo, Sandoa et Lubudi;</li> <li>▪ Forage de 5 puits d'eau potable dans la carrière de Kolwezi;</li> <li>▪ Mise en service de l'ancien puits Gécamines de Kapata;</li> <li>▪ Forage de 2 puits d'eau potable à la cité Luilu;</li> <li>▪ Mise en service du puits de la prison centrale de Dilala;</li> <li>▪ Acquisition d'un groupe Moto pompe 550 m3/h par KCC;</li> <li>▪ Acquisition de 3 groupes motopompes dont 2 pour 400m3/h et 1 de 250 m3/h par TFM;</li> <li>▪ Mise en service de 5 puits d'eau potable à Kasaji par l'achat et le placement de 5 pompes électriques de 5m3/h;</li> <li>▪ Acquisition d'un groupe électrique de 60KVA pour faire fonctionner un groupe motopompe d'une capacité de 60m3/h au centre de la REGIDESO / Dilolo;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Construction de 8 bornes fontaines modernes à Fungurume de 100m3/h sur un puits foré par TFM;</li> <li>▪ Forage par TFM de 2 puits avec bornes fontaines pour alimenter les villages de Tenke et Kafwaya;</li> <li>▪ Alimentation de l'eau potable dans la localité de Kapepa via le puits de Kapata d'une capacité de 200 m3/h;</li> <li>▪ Mise en service de 5 puits dont 2 puits à Sapatelo et 3 puits à Joli-site;</li> <li>▪ Le début de travaux sur RN1( Nguba –Lubudi) travaux en cours dont 12 km déjà asphaltés rendant fluide la circulation;</li> <li>▪ Eclairage du pont Lualaba avec 30 réverbères à panneaux solaires</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Dans le secteur de la Santé, éducation, culture et arts</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réhabilitation et modernisation de l'HGR de Mwangeji et dotation en équipements divers et en médicaments par le Gouvernement provincial et certains partenaires miniers et autres ;</li> <li>▪ Approvisionnement en médicaments et matériels médicaux aux zones de santé de la Province non appuyées par les PTF;</li> <li>▪ Paiement des arriérés des salaires du personnel de l'Hôpital de Lubudi ;</li> <li>▪ Acquisition de 6 ambulances pour la ville de Kolwezi, l'HGR de Kasaji, l'HGR de Lubudi et celui de Sandoa ;</li> <li>▪ Achat des 5 frigos mortuaires pour les centres de santé Kapata et Luilu et les HGR de Dilolo, Sandoa et Kasaji;</li> <li>▪ Acquisition de 300 lits pour les zones de santé bénéficiant de l'accompagnement de l'ONG PROSANI financé par l'USAID;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réhabilitation et modernisation du groupe scolaire Hewa Bora, ex-Athénée Royal de Kolwezi;</li> <li>▪ Construction de EP Sifa 1 et 2 avec l'appui financier de Raw BanK et CDM, et du laboratoire informatique et un dortoir pour étudiants à l'ISTM-Kolwezi, avec le financement de par KCC;</li> <li>▪ Dotation en matériels, fournitures et équipements divers( véhicules, bancs, manuels scolaires etc)</li> <li>▪ Paiement des salaires des enseignants de 4 écoles du Cinquantenaire de la Province situées respectivement à Kolwezi, Kasaji, Kafankumba et Kapanga ;</li> <li>▪ Subventions diverses et appuis financiers aux institutions scolaires et universitaires de la Province;</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Dans le secteur de l'Agriculture, Pêche, Elevage et Développement Rural</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise à la disposition des coopératives, associations et unités de gros planteurs des intrants pour 5000 hectares( semences améliorées de maïs, engrais);</li> <li>▪ Distribution des pesticides pour combattre la chenille légionnaire;</li> <li>▪ Production à Lubudi de 69375 kg de semence composite de maïs pour une étendue de 2775 hectares;</li> <li>▪ Mise à dispositions de motos et vélos dans les territoires de Dilolo, Sandoa et Kapanga pour le suivi des activités de la campagne agricole 2016-2017;</li> <li>▪ Réglementation de l'exploitation des ressources halieutiques et raffermissement des mesures de fermetures de la pêche;</li> <li>▪ Réhabilitation des routes des dessertes agricoles et remise en état des ouvrages dans les sites LUKOTOLA, MWANGA-MUSONGE, Fermes, écoles par TFM.</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>Dans le secteur des Infrastructures et Travaux Publics</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Voirie urbaine</b> Dans la ville de Kolwezi principalement:</li> <li>▪ 89 Km des routes ont été traitées dans la ville de Kolwezi sur 133 Km prévus. Les unes en terre battue et d'autres asphaltées. Les travaux ont été exécutés avec des sous traitants : GPM, MUSKA, NAIR, EGMF, SAFRICAS, SWANEPOEL, CREC 7, CREC 8 et CREC 9.</li> <li>• <b>Lutte antiérosive et ouvrages d'assainissement</b> Dans la ville de Kolwezi du point de vue de la Lutte anti érosive,</li> <li>▪ 15 têtes d'érosions dangereuses, à des degrés différents, ont été identifiées et mises en préparation pour traitement;</li> <li>▪ 5 têtes d'érosion traitées (Mungimba, Kazembe, Camp massart, Siabonga, avenue Likasi coin avec Mpolo);</li> <li>▪ 4 têtes d'érosion en cours de traitement (Méthodiste, Kayayan, Ungungadu et Siyabonga).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Travaux d'entretien, de réhabilitation et aménagement de la RN39</b></li> <li>▪ <b>Route Kolwezi – Solwezi</b>, travaux en cours de réalisation jusqu'à Mushima, étude en cours par ACGT pour le tronçon Mushima –Zambie</li> <li>▪ Entretien mécanisé de la RPP 607 – Kasaji -Sandoa -</li> <li>▪ Rechargement de la route Wansela vers la nouvelle cité touristique et résidentielle Wansela.</li> <li>▪ <b>Bâtiments, édifices et ouvrages Publics</b></li> <li>▪ Réhabilitation du Gouvernorat de Province et du siège de l'Assemblée Provinciale;</li> <li>▪ Modernisation et assainissement des ronds points de l'indépendance, Maria polis et Mwangeji;</li> <li>▪ Construction du salon VIP à l'aéroport de Kolwezi, de la Caserne de police, du Marché à Kapata, bâtiment devant abriter l'Assemblée Provinciale ( en cours), de la Bibliothèque de l'UNIKOL ( en cours) de l'Hôtel du Gouvernement Provincial ( en cours);</li> <li>▪ Construction de 3 ponts sur l'axe Nguba–Lubudi dont un pont entièrement terminé.</li> </ul>	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 48%;"> <p style="text-align: center;"><b>Dans le secteur de l'environnement du social et des Mines</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Distribution gratuite des 1000 réchauds à Gaz dit (maman Gaz) à 1000 ménages de Kolwezi ;</li> <li>▪ Amélioration de l'encadrement des exploitants miniers artisanaux ;</li> <li>▪ Délocalisation de la population du site Kasulo transformé en carrière ;</li> <li>▪ Reboisement avec 1500 arbres de décoration à croissance rapide dans la Ville de Kolwezi.</li> </ul> </div> <div style="width: 48%;"> <p style="text-align: center;"><b>Dans le secteur de la jeunesse, du sport et Loisirs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réhabilitation des stades Diur, Manika et Théâtre de la Verdure, terrains de football et de basketball à Kapata;</li> <li>▪ Construction d'un complexe sportif à Fungurume et distribution de divers équipements et matériels pour différentes disciplines sportives par TFM;</li> <li>▪ Réfection du ring de boxe et accessoires à Kolwezi;</li> <li>▪ Subventions aux équipes sportives de la Province.</li> </ul> </div> </div>

### 6.IMPACT

- Le taux de l'insécurité est réduit ;
  - Le taux d'accès à l'eau potable augmenté de 40% à 70 % ;
  - Les délestages sont réduits ;
  - Le climat des affaires au Lualaba est incitatif ;
  - Le taux de scolarité des enfants à l'école primaire est passé de 61% à 87 % ;
  - L'emploi a augmenté suite à la relance des activités minières ;
- Le taux de réalisation du plan triennal à nos jours est de 66 %.**

17

### 7. DEFIS MAJEURS

- Persistance de la Pauvreté de la Population ;
- Dégradation des routes de desserte agricole ;
- Accès difficile de la population rurale aux services sanitaires ;
- Dépendance de la province à l'importation des produits agricoles → Vulgariser les nouvelles techniques culturales pour l'accroissement de la production ainsi que du rendement; Mécaniser l'agriculture ; Investir dans les domaines de l'élevage, la pêche et l'aquaculture;
- Réhabilitation et entretien des infrastructures socio-économiques de base.

18

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

19



## United Nations Global Compact

Le Global Compact et les Objectifs de Développement Durable: Opportunité et nécessité pour le secteur privé

Présentation à l'occasion de la 29<sup>ème</sup> plénière de l'IDA  
Kalubwe Lodge - Lubumbashi, le 13/03/2018



### Contenu

- Le Global Compact (Pacte Mondial)
  - Ce que nous sommes
  - Ce que nous faisons
- Le Global Compact et la RSE
  - Les 10 principes
  - Les 17 Objectifs de Développement Durable
  - Engagement
  - Illustrations
- Opportunité pour le secteur privé
- Nécessité pour le secteur privé
- Engagement du secteur privé



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION



LE GLOBAL COMPACT

### Le Global Compact (Pacte Mondial)

- **Ce que nous faisons**
  - Aider les entreprises à pré-évaluer, définir, mettre en œuvre, mesurer et communiquer sur leur stratégie de Responsabilité Sociétale.
  - Développer les connaissances des entreprises sur des sujets pertinents



Le travail des enfants dans la chaîne d'approvisionnement, la sécurité des femmes sur le lieu de travail,



L'accès difficile à un travail décent, manque d'égalité des chances et des opportunités à tous



La déforestation, la pollution, le changement climatique



La corruption sur toutes ses formes et promouvoir la bonne gouvernance



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

### Le Global Compact (Pacte Mondial)

- **Ce que nous faisons**
  - Donner une impulsion créatrice des valeurs par des « **Entreprises Citoyennes** » pour influencer positivement l'univers des affaires.
  - Favoriser la mise en place des partenariats et des synergies entre les entreprises, les pouvoirs publics, la société civile et les Nations Unies, ce qui contribue à la création d'une économie mondiale plus durable et plus intégrante.
  - Etre le catalyseur et accompagnateur des engagements, actions et innovations des entreprises
  - Traducteur des ODD en langage « business »



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION



LE GLOBAL COMPACT ET LA RSE

### Le Global Compact et la RSE

- **Les 10 principes du Global Compact**



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

### Le Global Compact et la RSE

- **Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)**



17 Objectifs, 169 cibles et 241 indicateurs



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

## Le Global Compact et la RSE

- Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)

### Rangés par catégorie



## Le Global Compact et la RSE

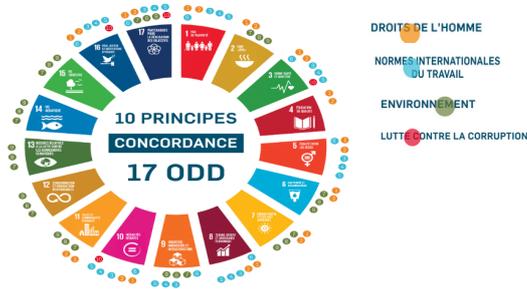
- Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)

### Rangés par vision



## Le Global Compact et la RSE

- Roue de concordance entre les 17 ODD et les 10 principes



## Le Global Compact

**9 500 entreprises**      **3 500 Associations sans but lucratif**  
**163 Pays**      **76 Réseaux Locaux**  
**66 Million d'Employés**



OPPORTUNITÉS POUR LE SECTEUR PRIVÉ

### Opportunités pour le secteur privé

**CONSTRUIRE LA RÉPUTATION DE VOTRE ORGANISATION**

- Donner crédibilité et valeur à votre démarche
- Valoriser la performance de votre organisation
- Lier les entreprises et leurs filiales aux Réseaux à la fois locaux et planétaires du Global Compact et garantir les standards internationaux quelque soit le Pays d'opération (travail des enfants, conditions de travail, respect de l'environnement, etc.)

### Opportunités pour le secteur privé

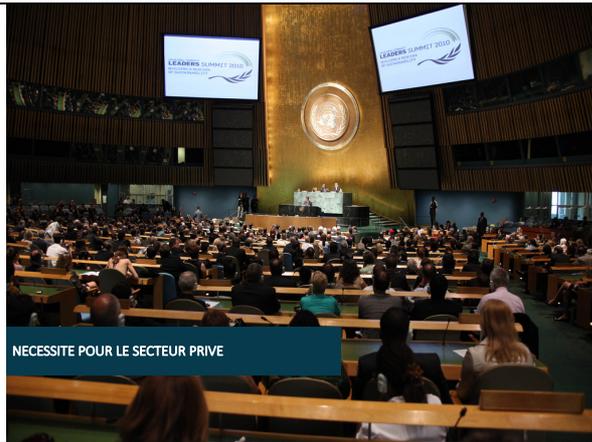
**FAIRE PARTIE D'UN RÉSEAU DES LEADERS DE LA DURABILITÉ**

- Echanger les expériences et bonnes pratiques avec plus de 13000 participants dans 170 pays
- Trouver de nouvelles opportunités d'affaires avec des entreprises partageant les mêmes valeurs des business responsables

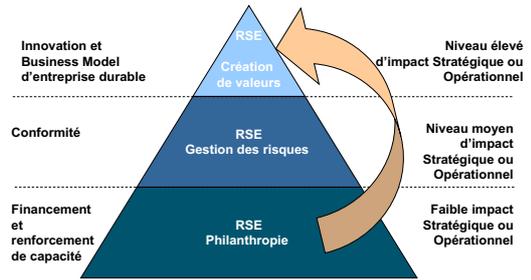
### Opportunités pour le secteur privé

**AVOIR ACCÈS AUX DERNIERS OUTILS, LES PLUS ADAPTÉS**

ACADEMY NAVIGATOR  
ACTION PLATFORMS UNGC LOCAL NETWORKS  
MAKING GLOBAL GOALS LOCAL BUSINESS

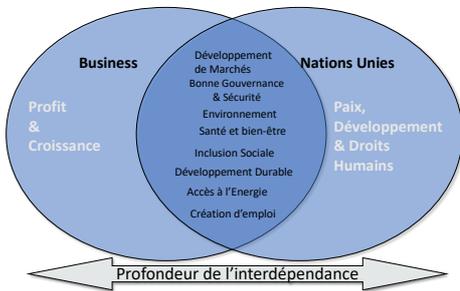


### Nécessité pour le secteur privé



© UN Global Compact

### Nécessité pour le secteur privé



© UN Global Compact



### Engagement du secteur privé

**LES ENTREPRISES PEUVENT PAR EXEMPLE:**

- Se positionner par rapport aux 17 ODDs
- Identifier leurs priorités
- Nouer des partenariats
- Etablir une stratégie sur le long terme
- Contribuer grâce à leur core business
- Promouvoir la croissance économique et des sociétés plus inclusives
- Développer des relations commerciales solides et responsables avec leurs fournisseurs

United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

### Engagement du secteur privé

- Coûts de financement des ODD**
- 1. Au niveau mondial, 7000 milliards de dollars US par an;
  - 1. Moteur de croissance et de création de richesse GDP: 60%
- 2. Au niveau des Pays en voie de Développement, 4500 milliards de dollars US par an;
  - 2. Vecteur principal de création d'emplois et de réduction de la pauvreté et des inégalités. Emplois: 90%
- 3. Pour la RDC, près de 148 milliards de dollar US sur les 5 prochaines années, soit environ 31 milliards par an (Rapport de priorisation et contextualisation des ODD produit en 2016 par l'OCDD)
  - 3. Flux des capitaux (IDE): 80%

United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

### Engagement du secteur privé

La Contribution Déterminée Nationale de la RDC est évalué à plus de **\$25 milliards** à mobiliser par des projets concrets viables et pérennes, d'atténuation ou adaptation aux changements climatiques, adressant les objectifs de développement durable.

Le développement de l'économie du climat, contribuera à l'atteinte de **13 Objectifs de Développement Durable.**

United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

### Engagement du secteur privé

- Membres inscrits au réseau local**

United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

## Engagement du secteur privé

681 participants in 39 countries  
402 business participants

### Les Membres

Country	Business	Non-Business	Total
1 Kenya	113	28	141
2 Nigeria	62	64	126
3 South Africa	56	19	75
4 Tanzania	36	15	51
5 Congo	21	21	42
6 Ghana	16	24	40
7 Uganda	18	15	33
8 Sudan	17	6	23
9 Cameroon	1	19	20
10 Togo	2	11	13
11 Cote d'Ivoire	5	6	11
12 Sierra Leone	5	5	10
13 Malawi	3	5	8
14 Liberia	3	5	8
15 Benin	1	7	8
16 Senegal	5	2	7
17 Mauritius	7	---	7
---	---	---	---
Grand Total	402	279	681



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

## Engagement du secteur privé

185 results

50 per page

NAME	TYPE	SECTOR	COUNTRY	JOINED ON
AMITA HOLDINGS CO., LTD.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Japan	2002-06-27
Avon Metals Ltd	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	United Kingdom	2007-07-30
Changzhou Jinfangyuan Copper-Processing Co., Ltd.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	China	2008-03-25
Contazara - Contadores de Agua de Zaragoza	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Spain	2004-12-13
Ferromolins, S.L.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Spain	2004-04-08
Gabriel Resources Ltd.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Canada	2007-03-17
GCM Resources plc	Small or Medium-sized Enterprise	Mining	United Kingdom	2009-01-28
Gris Decoupage	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	France	2006-05-26
Halyoungki Inc.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Greece	2008-06-10
RM Gold Corporation	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	United Kingdom	2005-05-26
Taejung Phils. Co., Inc.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Philippines	2009-05-06
Vicinity Cadena S.A.	Small or Medium-sized Enterprise	Industrial Metals & Mining	Spain	2007-07-31
Pachon S.A.	Small or Medium-sized Enterprise	Mining	Argentina	2010-07-14



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

## Engagement du secteur privé

### AngloGold Ashanti Limited

www.anglogoldashanti.com

COMPANY INFORMATION	COP	CONTRIBUTIONS
<b>Overview</b>	<b>Financial Information</b>	<b>Participant Since</b>
Country: South Africa	Google Finance >	04 August 2004
Org. Type: Company	Yahoo! Finance >	
Sector: Mining		Next COP due on: 07 April 2018
Global Compact Status: Active		
Employees: 53000		
Ownership: Publicly Listed		



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

## Engagement du secteur privé

### AngloGold Ashanti Limited

www.anglogoldashanti.com

COMPANY INFORMATION	COP	CONTRIBUTIONS
<b>Communication On Progress</b>		
PUBLISHED ON	TITLE	LEVEL
2017-04-07	Communication on Progress	Advanced
2016-04-08	2015 Communication on Progress	Advanced
2015-04-10	Communication on Progress	Active
2014-04-10	Communication on Progress	Active
2013-05-04	Communication on Progress	Active
2012-05-05	Communication on Progress	Active
2011-05-05	2010 Communication on Progress	Active
2010-05-06	2010 Communication on Progress	N/A
2009-06-01	AngloGold Ashanti's Report to Society 2009	N/A
2008-05-30	Report to Society 2007	N/A
2007-05-14	Ghana Country Report	N/A



United Nations Global Compact

THE DRC NETWORK INTRODUCTION

## Engagement du secteur privé

### Glencore

www.glencore.com

COMPANY INFORMATION	COP	CONTRIBUTIONS
<b>Overview</b>	<b>Financial Information</b>	<b>Participant Since</b>
Country: Switzerland	Google Finance >	30 June 2014
Org. Type: Company	Yahoo! Finance >	
Sector: Mining		Next COP due on: 21 June 2018
Global Compact Status: Active		
Employees: 155000		
Ownership: Publicly Listed		
Letter of Commitment >		



United Nations Global Compact

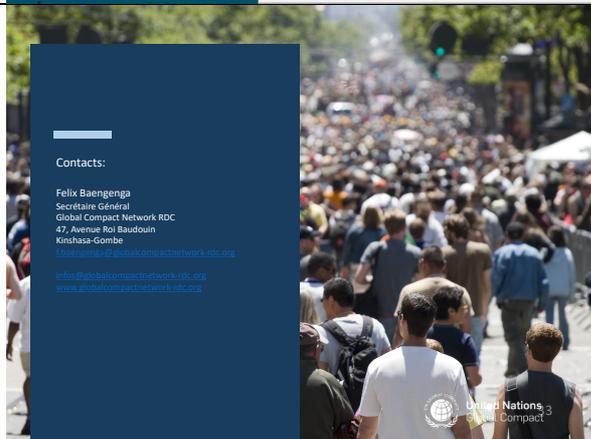
THE DRC NETWORK INTRODUCTION



MERCi



United Nations Global Compact | 32



#### Contacts:

Felix Baengenga  
Secrétaire Général  
Global Compact Network RDC  
47, Avenue Roi Baudouin  
Kinshasa-Gombe  
[fbaeng@globalcompactnetwork-rdc.org](mailto:fbaeng@globalcompactnetwork-rdc.org)  
[www.globalcompactnetwork-rdc.org](http://www.globalcompactnetwork-rdc.org)



## PRESENTATION DE L'IDAK

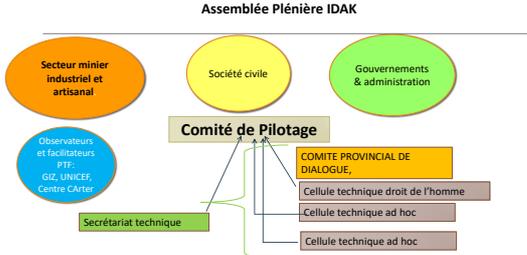
### IDAK : INVESTISSEMENT DURABLE AU KATANGA

- Cadre de dialogue multi-acteurs sur la Responsabilité Sociétale des Entreprises du secteur minier pour leur contribution au développement durable de la RDC et des zones impactées par les activités minières
- Partenariat signé entre le Gouvernement de la RDC et la Coopération Allemande dans le projet BGSM
- Projet pilote RSE initié dans l'ex-Province du Katanga sous forme de dialogue tripartite : Gouvernement – Secteur privé – Société Civile depuis février 2011

## LIEN ENTRE LES ODD ET LA RSE Lubumbashi, Kalubwe Lodge-Mars 2018

Dorothee Masele Mwewa  
Senior Social Communication Specialist/TFM  
Doctorante en Criminologie, Université de Lubumbashi  
Présidente de l'IDAK  
dmasele@fmi.com/dmasele1@yahoo.fr  
+243 82 000 3619 / +243 81 407 5221

## ORGANISATION IDAK



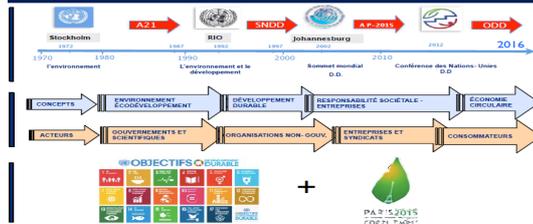
## EXEMPLE CONCRET DE PARTENARIAT ET SYNERGIE

### IDAK : INVESTISSEMENT DURABLE AU KATANGA

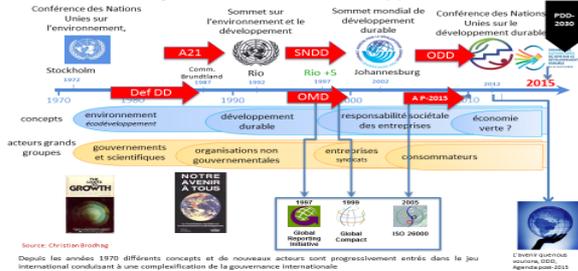
- Accord signé entre le Gouvernement de la RDC et la Coopération Allemande dans le projet BGSM
- Projet pilote RSE initié dans l'ancienne Province du Katanga sous forme de dialogue tripartite : Gouvernement – Secteur privé – Société Civile

Par le dialogue multi-acteur, le tissage des synergies et partenariats est possible pour développer un consensus autour des questions liées au développement durable.

## Constats et évolution des concepts RSE/RSO et DD



## Contenu: Les grandes dates du développement durable



## DÉFINITION DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES

- Contribue au développement durable y compris à la santé et au bien être de la société
- Prend en compte les attentes des parties prenantes
- Respecte les lois en vigueur et qui est en accord avec les normes internationales de comportement
- Est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations au sein de la sphère d'influence

## POURQUOI LA RSE AUJOURD'HUI ?



## LES ENJEUX D'ÉMERGENCE DE LA RSE

- Questions environnementales**
  - Le réchauffement climatique
  - La limitation des ressources de la planète
  - Des pollutions à grande échelle
- Questions sociétales**
  - Les effets de la révolution industrielle
  - Les conditions de travail dans les pays émergents
  - La disparité des conditions de travail
- Questions de la place des entreprises**
  - La prise en compte de ses externalités négatives
  - La construction de son image et l'impact des réseaux sociaux
  - Ses besoins en matières premières
  - La globalisation de ses activités.

## POURQUOI L'ENTREPRISE AUJOURD'HUI

La Performance d'une entreprise ne se mesure plus seulement



La Performance d'une entreprise se mesure à la fois



## L'ENTREPRISE AUJOURD'HUI

Aujourd'hui la performance d'une entreprise ne se mesure plus seulement à son chiffre d'affaires ou ses bénéfices réalisés (performance financière). La performance d'une entreprise est globale : elle se mesure à la fois à son chiffre d'affaires, à la qualité de ses produits, mais aussi à son niveau de responsabilité et transparence par rapport aux impacts qu'elle cause sur le social, l'environnement et l'économie de sa zone d'intervention et de la manière dont elle gère les impacts de ses opérations, et toutes activités liées de près ou de loin à celles-ci.

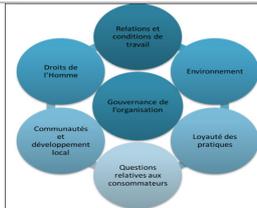
## ISO 26000

Les 7 principes:

### 7 Principes

- Redevabilité (accountability)
- Transparence
- Comportement éthique
- Reconnaissance des parties prenantes
- Respect du principe de légalité
- Prise en compte des normes internationales de comportement
- Respect des droits de l'Homme

Les 7 questions centrales:



## DEFINITION

### ODD

Le DD s'entend comme: « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

### RSE

Contribue au développement durable y compris à la santé et au bien être de la société  
Le concept RSE relève du domaine de la gestion d'une entreprise qui, tout en travaillant pour son objet social prend en compte la nécessité de se responsabiliser de ses externalités négatives et de générer des externalités positives dans le domaine social, environnementale et économique du milieu où elle est implantée

## RSE

La norme ISO 26000 est une norme ISO relative à la responsabilité sociale des organisations, c'est-à-dire qu'elle définit comment les organisations peuvent et doivent contribuer au développement durable.

Elle trace les lignes directrices relatives à la responsabilité sociale.

## RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ORGANISATIONS



## SEPT QUESTIONS CENTRALES DE L' ISO 26 000 UN MÊME OBJECTIF TRIPARTITE

Social (People)



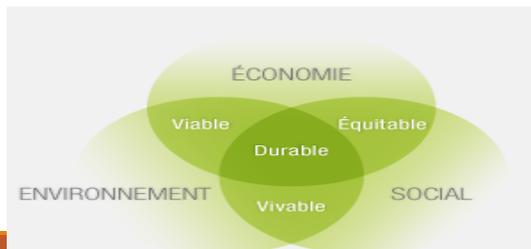
Environnemental (Planet)



Economique (Profit)



## LES TROIS P DE LA RSE



## DEMARCHE HOLISTIQUE DE LA RSE



## Questions centrales

1	Gouvernance de l'organisation	
		1 Devoir de vigilance
		2 Situations présentant un risque pour les droits de l'homme
		3 Prévention de la complicité
		4 Remédier aux atteintes aux droits de l'homme
		5 Discrimination et groupes vulnérables
		6 Droits civils et politiques
		7 Droits économiques, sociaux et culturels
		8 Principes fondamentaux et droits au travail
2	Droits de l'homme	

### Questions Centrales

3	Relations et conditions de travail	1	Emploi et relations employé-employeur
		2	Conditions de travail et protection sociale
		3	Dialogue social
		4	Santé et sécurité au travail
		5	Développement du capital humain
4	Environnement	1	Prévention de la pollution
		2	Utilisation durable des ressources
		3	Atténuation des changements climatiques et adaptation
		4	Protection de l'environnement, biodiversité et réhabilitation des habitats naturels

### Questions Centrales

5	Loyauté des pratiques	1	Lutte contre la corruption
		2	Engagement politique responsable
		3	Concurrence loyale
		4	Promotion de la responsabilité sociétale dans la chaîne de valeurs
		5	Respect des droits de propriété
6	Questions relatives aux consommateurs	1	Pratiques loyales en matière de commercialisation, d'information et de contrats
		2	Protection de la santé et de la sécurité des consommateurs
		3	Consommation durable
		4	Service après-vente, assistance et résolution des réclamations et litiges pour les consommateurs
		5	Protection des données et de la vie privée des consommateurs
		6	Accès aux services essentiels
		7	Education et sensibilisation

### Questions Centrales

7	Communautés et développement local	1	Implication auprès des communautés
		2	Education et culture
		3	Création d'emplois et développement des compétences
		4	Développement des technologies et accès à la technologie
		5	Création de richesses et de revenus
		6	La santé
		7	Investissement dans la société

### ODD



### L'AGENDA 2030 POUR LE DD Les 5 P des Nations Unies



### L'AGENDA 2030 POUR LE DD 17 O Objectifs à réaliser (suite)

**Objectif 1 :** Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde  
**Objectif 2 :** Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable  
**Objectif 3 :** Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge  
**Objectif 4 :** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie  
**Objectif 5 :** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles  
**Objectif 6 :** Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau  
**Objectif 7 :** Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable

### L'AGENDA 2030 POUR LE DD 17 O Objectifs à réaliser (suite)

**ÉCONOMIE/PROSPÉRITÉ**

**Objectif 8 :** Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous  
**Objectif 9 :** **Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation**  
**Objectif 10 :** Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre  
**Objectif 11 :** Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables  
**Objectif 12 :** Établir des modes de consommation et de production durables

### L'AGENDA 2030 POUR LE DD 17 O Objectifs à réaliser (suite)

**ÉCOLOGIE/PLANÈTE**

**Objectif 13 :** Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions\*  
**Objectif 14 :** Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable  
**Objectif 15 :** Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

### L'AGENDA 2030 POUR LE DD 17 O Objectifs à réaliser (suite)

**Objectif 16 : Gouvernance et Paix**  
 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous  
**Objectif 17 Partenariat/PARTENARIAT**  
 Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

### CONCLUSION

Les ODD sont le point d'arrivée, le point de convergence de toute Action de développement tandis que la RSE est le code de la Route, elle se décline en domaine d'action permettant à toute Organisation de mettre en œuvre sa contribution au développement et arriver à l'émergence de la RDC à l'horizon 2030  
 LA RSE ET LES ODD  
 C'EST UNE AFFAIRE DE TOUS

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## L'exploitation minière et les objectifs du développement durable

Par Yvon Mwebwe  
 Conseiller Technique GIZ/BGSM  
 Yvon.mwebwe@giz.de

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Projet Bonne Gouvernance du Secteur minier

Page 2

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Les ODD

Page 3

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et éradication de la pauvreté (ODD1)

<p><b>Intégration au cœur de métier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Payer des taxes et royalties</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Divulguer publiquement les détails des paiements réalisés en faveur des gouvernements</li> <li>Évaluer les prix de transfert selon le principe de pleine concurrence</li> </ul> </li> <li><b>Faciliter l'accès équitable aux opportunités d'emploi</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des programmes de formation et d'apprentissage</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Collaboration et effet de levier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Collaborer pour mettre en œuvre les ressources pour l'atténuation de la pauvreté</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les opportunités d'emploi dans les secteurs autres que l'exploitation minière</li> <li>Élargir la mise en œuvre de stratégies anti-pauvreté via les accords de développement communautaire (CDA)</li> </ul> </li> </ul>
--	---

Plus de 800 millions de personnes, dont environ 70% sont des femmes, vivent dans une pauvreté extrême ([www.eda.admin.ch/agenda2030](http://www.eda.admin.ch/agenda2030))

Page 4

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et faim « zéro » (ODD2)

<p><b>Intégration au cœur de métier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Explorer les synergies avec l'agriculture</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Gérer de façon transparente les ressources en eau</li> <li>Limiter l'artificialisation des sols</li> <li>Partager les avantages offerts par l'infrastructure avec la communauté agricole</li> </ul> </li> <li><b>Préserver les terres agricoles non polluées</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réaliser des enquêtes géochimiques de base et continues</li> <li>Contrôler régulièrement la qualité de l'eau et la fertilité du sol</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Collaboration et effet de levier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Renforcer la gestion des bassins versants</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Si associer avec le secteur agricole</li> <li>Soutenir les programmes visant à réduire la malnutrition et la faim des enfants</li> </ul> </li> </ul>
---	--

On estime à 795 millions le nombre de personnes chroniquement sous-alimentées; et pour la plupart des femmes et des enfants

Page 5

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière, bonne santé et bien-être (ODD3)

<p><b>Intégration au cœur de métier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Définir la santé et la sécurité au travail</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Promouvoir la santé sur le lieu de travail</li> <li>Mettre en place un suivi et des rapports rigoureux sur la santé et la sécurité au travail</li> <li>Se concentrer sur la sécurité routière</li> </ul> </li> <li><b>Offrir et encourager les soins préventifs</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Dépister les maladies non contagieuses (NCD)</li> <li>Proposer une alimentation saine dans les cantines et des protocoles d'hygiène</li> <li>Prévenir les émissions toxiques vers le milieu ambiant</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Collaboration et effet de levier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Combattre la tuberculose et le VIH/SIDA</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire la poussière de silice</li> <li>Réaliser des programmes d'information, de prévention et de conseil relatifs au VIH/SIDA</li> </ul> </li> <li><b>Augmenter la prise de conscience relative à la santé mentale</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Adopter une approche responsable de la santé</li> <li>Mettre en place des programmes de conseil confidentiels</li> <li>Tester régulièrement l'utilisation et l'abus de drogues et d'alcool</li> </ul> </li> </ul>
---	---

D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes

Page 6

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et éducation de qualité (ODD4)

<p><b>Intégration au cœur de métier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Évaluer et renforcer la base de compétences locale</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Normaliser les évaluations des compétences de base et des analyses d'écart</li> <li>Partenariat des apprentissages, bourses d'étude et programmes de collaboration de diplômés</li> </ul> </li> <li><b>Former et élever la main-d'œuvre</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Former la main-d'œuvre aux compétences techniques et de gestion</li> <li>Si assurer de mettre les opportunités de formation à la disposition des employés à tous les niveaux et quel que soit leur milieu socio-culturel</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Collaboration et effet de levier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Associer les programmes universitaires à l'ETFP</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Collaborer avec les universités pour concevoir les programmes</li> <li>Participer aux cours et ateliers</li> <li>Collaborer avec les écoles pour maintenir les enfants scolaires</li> <li>Proposer des formations pour offrir des opportunités de carrières durables autres que l'exploitation minière</li> </ul> </li> </ul>
--	---

En Sierra Leone la GIZ s'est associée à London Mining pour mettre sur pied un programme appelé « From Mines to Minds ».  
 Le MMG au Laos dispose d'un plan d'embauche consiste à limiter la dépendance vis-à-vis des ouvriers expatriés.

Page 7

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et égalité entre les sexes (ODD5)

<p><b>Intégration au cœur de métier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Offrir des opportunités égales aux femmes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Recruter davantage de femmes</li> <li>Rémunérer les femmes et les hommes de façon égale</li> <li>Proposer davantage de femmes pour la nomination à des postes de direction visibles</li> <li>Adopter, si possible, des horaires flexibles, afin de permettre aux employés de s'occuper de leurs enfants</li> </ul> </li> <li><b>Pratiquer l'intégration hommes-femmes dans l'ensemble de l'industrie et du cycle de vie du projet</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Offrir un équipement de protection individuelle adapté à chaque sexe</li> <li>Fournir un plan de développement de carrière adapté à chaque sexe</li> <li>Prendre en compte les points de vue des femmes, hommes et enfants dans la prise de décisions relatives à la communauté</li> <li>Inclure les hommes et les femmes dans les négociations</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>Collaboration et effet de levier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Rendre les investissements sociaux inclusifs pour les deux sexes</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer des bourses d'études aux femmes</li> <li>Rester vigilants face à la violence sexiste</li> <li>Mettre en place des mécanismes de réclamation tenant compte des disparités entre les sexes</li> <li>Offrir aux femmes un suivi médical</li> </ul> </li> </ul>
--	---

Les femmes représentent 5 à 10% de la main d'œuvre minière mondiale (rapport 2014 de Mining for talent)

Page 8

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière, eau propre et assainissement (ODD6)

**Intégration au cœur de métier**

- Conservier et recycler l'eau**
  - Recycler et/ou récupérer des métaux dans les eaux usées
  - Réduire la consommation d'eau
  - Utiliser des sources d'eau alternatives (eau grise, eau de mer)
- Surveiller la qualité de l'eau**
  - Surveiller les sources d'eau à proximité des mines et en aval
  - Impliquer la communauté dans la surveillance et partager les données sur l'eau de façon transparente
- Gérer l'eau de façon responsable**
  - S'aligner avec les politiques gouvernementales de gestion de l'eau
  - Prendre en compte les considérations d'ordre technique, social, économique et politique relatives à l'eau
  - Identifier les réserves en eau de grande valeur
  - Maintenir un équilibre de l'eau sur le long terme tout au long du déroulement des projets
  - Intégrer les rapports et la divulgation des informations relatifs à l'eau

**Collaboration et effet de levier**

- Soutenir la planification et l'infrastructure pour l'eau potable et les conditions d'hygiène
- Définir clairement les responsabilités relatives à la gestion des bassins versants
- Partager les bénéfices des infrastructures d'approvisionnement en eau
- Étudier les accords de cofinancement
- Soutenir le développement des capacités locales en matière de gestion de l'eau et des conditions d'hygiène

L'industrie extractive peut aider à offrir un accès adapté à une eau propre et à l'assainissement en réduisant son impact hydrique

18/03/2018 Page 9

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et énergie propre et d'un coût abordable (ODD7)

**Intégration au cœur de métier**

- Améliorer l'efficacité énergétique**
  - Réaliser des audits énergétiques
  - Améliorer la maintenance de l'infrastructure énergétique
  - Réduire la demande en énergie sur site
- Intégrer une énergie renouvelable**
  - Déployer des énergies solaires, solaires ou géothermiques hors réseau
  - Diversifier les sources d'énergie afin de réduire les pertes
  - Renforcer les générateurs diesel

**Collaboration et effet de levier**

- Soutenir les initiatives énergétiques locales
- S'intégrer à des programmes d'électrification rurale
- Partager les bénéfices des infrastructures énergétiques
- Étudier les accords de cofinancement

Ici le défi est d'améliorer la disponibilité de l'énergie fiable pour ceux qui n'y ont pas accès tout en réduisant ses répercussions négatives sur la planète

18/03/2018 Page 10

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière, travail décent et croissance économique (ODD8)

**Intégration au cœur de métier**

- Communiquer les opportunités et les limites de l'exploitation minière**
  - Offrir un travail décent
  - Catalyser l'emploi indirect et induit
  - Communiquer clairement la nature à forte intensité de capital de l'exploitation minière
- Inciter la croissance économique grâce aux achats locaux**
  - Diversifier les économies locales
  - Rendre les appels d'offres accessibles aux entrepreneurs locaux
  - Former les fournisseurs locaux pour leur permettre de satisfaire aux exigences des entreprises

**Collaboration et effet de levier**

- Collaborer avec les chambres de commerce, institutions financières et ONG locales
- Créer des pépinières d'entreprises
- Travailler avec les fournisseurs locaux pour développer leur capacité et augmenter la qualité de leurs produits
- Mettre les fournisseurs en lien avec les marchés extérieurs
- Collaborer pour mettre fin au travail des enfants

Encourager une approche d'approvisionnement local et/ou mettre les fournisseurs locaux en lien avec les marchés extérieurs.

18/03/2018 Page 11

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière, industrie, innovation et infrastructure (ODD9)

**Intégration au cœur de métier**

- Soutenir les achats locaux**
  - Renforcer l'expertise des fournisseurs locaux
  - Améliorer la qualité des marchandises produites localement
  - Soutenir les fournisseurs locaux pour l'entretien de la mine
- Partager les infrastructures**
  - Étudier les accords de cofinancement avec les gouvernements
  - Partager l'infrastructure ferroviaire, routière, énergétique, d'adduction d'eau et des TIC
  - Exploiter les économies d'échelle et les économies de gamme

**Collaboration et effet de levier**

- Utiliser le profil d'activité pour créer des liens horizontaux
- Utiliser le pouvoir de mobilisation pour créer des groupes
- Promouvoir les initiatives de recherche et de développement au niveau national

18/03/2018 Page 12

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et réduction des inégalités (ODD10)

**Intégration au cœur de métier**

- Anticiper les risques liés aux inégalités**
  - Être sensible aux disparités de salaire locales
  - Établir une référence en termes de statistiques sur la qualité de vie avant l'extraction
- Définir l'inclusivité**
  - Former, recruter et employer les populations marginalisées
  - Inclure les groupes exclus dans les chaînes d'approvisionnement et logistiques locales

**Collaboration et effet de levier**

- Travailler avec des partenaires locaux pour cibler les investissements sociaux en faveur des populations marginalisées
- Encourager la budgétisation participative dans les communautés locales, en particulier pour les recettes d'exploitation minière

Les sociétés sont encouragées d'inclure les groupes marginalisés dans les chaînes d'approvisionnement et logistiques locales

18/03/2018 Page 13

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et villes et communautés durables (ODD11)

**Intégration au cœur de métier**

- Exploiter les gisements non conventionnels**
  - Ré-exploiter les résidus d'extraction minière
  - Exploiter les résidus urbains (exploitation minière urbaine)
  - Associer le recyclage des métaux et la valorisation de l'énergie produite par les déchets
- Planifier avec prudence l'occupation des sols**
  - Planifier l'occupation des sols en tenant compte du cycle de vie de la mine
  - Visionner les mines en pairs
  - Mettre en place des projets de gestion du patrimoine culturel
  - Anticiper l'urbanisation non planifiée

**Collaboration et effet de levier**

- Partager de façon anticipée les besoins en main-d'œuvre et les opérations planifiées afin que les autorités locales puissent évaluer l'offre de services locaux
- Collaborer avec les autorités locales afin de développer les espaces verts, y compris les mines déclassées

Soutenir le développement des infrastructures

18/03/2018 Page 14

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et consommation et production responsables (ODD12)

**Intégration au cœur de métier**

- Réduire l'utilisation des ressources et les déchets**
  - Réduire l'utilisation d'eau, d'énergie, de site et de produits chimiques
  - Réduire la production de déchets, d'effluents et d'émissions
  - Réutiliser les débris de roche
- Intégrer une réflexion sur le cycle de vie**
  - Analyser les minerais et produits chimiques lors des étapes d'approvisionnement, de transport, de stockage, d'utilisation et de production
  - Étendre l'approvisionnement responsable aux fournisseurs

**Collaboration et effet de levier**

- Collaborer au sein d'un même secteur et entre les secteurs pour développer et établir des rapports sur les codes de gestion des matériaux
- Impliquer les consommateurs dans l'extraction minière et mettre en lien le consommateur avec les matériaux bruts

Faire plus et mieux avec moins= production et consommation responsable, Ceci peut passer par la mise place d'une économie circulaire dans la chaîne de valorisation.

18/03/2018 Page 15

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques (ODD13)

**Intégration au cœur de métier**

- Réduire les émissions**
  - Améliorer l'efficacité énergétique
  - Utiliser une énergie renouvelable
  - Utiliser des carburants peu polluants
  - S'aligner avec les contributions prévues nationales (NDC)
  - Mettre en place un rapport sur les émissions directes, indirectes et liées aux produits
- Prendre en compte le changement climatique pour la planification et les investissements**
  - Utiliser les projections climatiques dans la conception et le placement des opérations et de l'infrastructure
  - Adopter des mesures d'atténuation relatives au changement climatique, à la gestion carbone et à la divulgation
- Créer une résilience du changement climatique**
  - Prévoir les répercussions du changement climatique sur les mines et les communautés
  - Renforcer les plans d'intervention d'urgence
  - Modéliser les répercussions liées au climat sur l'environnement

**Collaboration et effet de levier**

- Participer à la recherche et au développement, ainsi qu'aux pilotes relatifs au climat (échange de droits d'émission, projets de piégeage et stockage de carbone (CCS))
- Participer aux dialogues sur le climat au sein d'un secteur et entre les secteurs
- Soutenir publiquement la tarification du carbone

18/03/2018 Page 16

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et vie aquatique (ODD14)

Intégration au cœur de métier	Collaboration et effet de levier
<p><b>Intégrer la vie sous-marine à l'évaluation des répercussions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Se débarrasser des résidus d'extraction minière/déchets de façon adaptée</li> <li>Évaluer les répercussions sociales et environnementales sur les moyens de subsistance/cas sur le pêche et la mer</li> <li>Cartographier les zones de reproduction et itinéraires de migration des espèces sous-marines</li> </ul> <p><b>Aborder l'exploitation minière des fonds marins avec précaution</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Protéger la vie marine</li> <li>Limiter au maximum les perturbations de l'habitat</li> <li>Réaliser des analyses de sensibilité afin de comprendre les répercussions à court et long terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collaborer avec les autorités locales pour créer des réserves terrestres et marines</li> <li>Mettre au point des programmes de gestion des zones côtières avec plusieurs parties prenantes</li> </ul>

L'utilisation des océans pour le transport des produits, l'exploitation minière sous-marine a des répercussions potentielles sur la vie aquatique. Être conscient de cet impact est déjà un pas dans la bonne direction

18/03/2018 Page 17

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et vie terrestre (ODD15)

Intégration au cœur de métier	Collaboration et effet de levier
<p><b>Atteindre un impact positif net ou sans perte nette</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Appliquer une hiérarchie d'atténuation afin de minimiser les répercussions</li> <li>Éviter les répercussions sur les habitats sensibles</li> <li>Compenser les répercussions sur la biodiversité</li> </ul> <p><b>Préserver les services d'écosystèmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reconnaître la nature dynamique des habitats</li> <li>Réaliser des évaluations complètes des répercussions de base et de suivi sur l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutenir les projets qui créent un lien entre les communautés et la biodiversité</li> <li>Encourager la planification au niveau du paysage et y participer</li> <li>Restaurer les habitats historiques et participer activement aux efforts de reboisement et de lutte contre le braconnage</li> <li>Participer aux initiatives de recherche</li> </ul>

Les sociétés peuvent s'associer aux Gvts, ONGs, communautés et au milieu universitaire pour protéger et promouvoir la biodiversité par le biais de la restauration des habitats, de projet de reboisement et de recherches liées aux écosystèmes

18/03/2018 Page 18

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière, paix, justice et institutions efficaces (ODD16)

Intégration au cœur de métier	Collaboration et effet de levier
<p><b>Prévenir et anticiper les conflits</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Écouter les inquiétudes des parties prenantes et y répondre rapidement</li> <li>Mettre en place des mécanismes de réclamation et de plainte officiels et accessibles</li> <li>Participer à des systèmes de certification des minerais ne provenant pas de zones de conflit</li> </ul> <p><b>Respecter les droits des peuples autochtones et le consentement préalable, libre et éclairé (FPIC)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place l'évaluation des incidences sur les droits de l'homme</li> <li>Élaborer les normes strictes aux entreprises spécialisées dans la sécurité</li> <li>Prendre en compte les exigences en matière de réglementation et les objectifs et opinions de la communauté locale lors de la prise de décisions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rendre compte de façon publique des paiements relatifs au projet pays par pays et projet par projet</li> <li>Fixer les prix de transfert des transactions au sein d'une même société selon le principe de pleine concurrence</li> <li>Créer un environnement de travail paisible et de bonnes relations au sein de la communauté</li> <li>Promouvoir l'état de droit</li> </ul>

L'exploitation minière peut aider à préserver des sociétés paisibles et l'état de droit en empêchant et en remédiant aux conflits entre l'entreprise et la communauté, en respectant les droits de l'homme et des populations autochtones

18/03/2018 Page 19

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

## Exploitation minière et partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD17)

Intégration au cœur de métier	Collaboration et effet de levier
<p><b>Mobiliser les ressources financières et les technologies</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Communiquer de manière transparente les données sur les paiements effectués en faveur des gouvernements</li> <li>Créer des méthodes de collecte des données et d'analyse technique</li> <li>Transférer les technologies aux pays hôtes</li> <li>S'engager dans des partenariats publics-privés</li> </ul> <p><b>Partager les données géographiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Transférer les données d'exploration utilisées aux autorités nationales</li> <li>Améliorer la connaissance des richesses en minerais au niveau national</li> <li>Faciliter la confiance avec les gouvernements et les communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dialoguer activement avec les gouvernements, la société civile et les partenaires de développement</li> <li>Renforcer la coordination entre les initiatives</li> <li>S'associer avec des mouvements locaux ascendants et aux initiatives de direction descendante</li> <li>Appliquer les indicateurs OOD</li> </ul>

18/03/2018 Page 20

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Pas de règle absolue sur les initiatives contribuant aux ODD. Mais les objectifs de la société doivent être claires

Éviter la dépendance des Gvts et des communautés vis-à-vis de l'entreprise

Éviter d'assumer l'offre de service sociaux

Comprendre la nature et la portée des répercussions de ses activités sur le contexte local

"LNOB"  
Leave no one behind

18/03/2018 Page 21

**giz** Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

# MERCİ

18/03/2018 Page 22

# L'ACTUALISATION DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Auguste MUTOMBO  
Alternatives Plus

## Pourquoi actualiser les documents de planification?(1)



- Pour les adapter aux contextes
- Mondial qui est parti des OMD aux ODD
- National caractérisé par la situation des guerres en 2000 et les efforts de consolidation de la Paix,
- Le souci d'intégrer les promesses de campagne dans les objectifs de développement

## Pourquoi actualiser les documents de planification?(2)



- Provincial, le démembrement des provinces et l'avènement des nouvelles autorités provinciales
- Local, l'apparition des nouvelles opportunités économiques et ou l'ampleur des certains secteurs dans la vie socioéconomique de l'entité

## Quels documents de planification à actualiser?



- Plans quinquennaux des nos provinces, (PPD ou PQP)
  - Plans de développement local (PDL) des nos entités territoriales décentralisées (ETD).
- N.B.: Les nouvelles provinces tout comme les ETD issues de l'ancienne Province du Katanga n'ont pas généralement des plans de développement dans ce cas l'on devra parler de l'élaboration et non d'actualisation*

## Actualisation des documents de planification pour quelle finalité?



La finalité de l'actualisation des documents de planification est de parvenir à l'alignement qui donne la cohérence vertical

## HARMONISATION DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DES PLANS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ENTREPRISES MINIÈRES

### Harmonisation PDD (entreprises minières) et PDL (ETD) dans quel contexte?



- Décentralisation : Non seulement la loi minière est antérieure à la constitution de la RDC, mais aussi certaines ETD n'ont pas de PDL ou les ont eu après que les entreprises minières aient leurs PDD,
- Entreprise Elabore son PDD de son coté parfois non connu par les communautés,
- Absence des plans de références lors de l'élaborations des PDD,

### Harmonisation PDD (entreprises minières) et PDL (ETD) dans quel contexte? (2)



- Non implication ou faible implication des services étatiques en charge de Plan lors de l'élaboration des PDD
- Existence des ETD sans PDL,
- Faible engagement de l'Etat dans l'élaboration des PDL,
- Le processus d'élaboration de PDL financé par des partenaires extérieurs

### Harmonisation PDD (entreprises minières) et PDL (ETD) dans quel contexte?(3)



- L'ETD avec PDL sans moyen conséquent
- Absence d'un cadre de discussion
- L'entreprise réalise des actions parfois non conformes aux besoins et priorités de la population
- Méfiance de la population
- Climat de tension entre Communauté et entreprise

## C'est quoi alors l'harmonisation PDD- PDL?

Processus d'harmonisation PDD - PDL



- L'harmonisation PDD - PDL est une réunion des parties prenantes autour des objectifs de développement dans une entité territoriale.
- L'harmonisation est un processus qui consacre le faire ensemble, qui lutte contre les pratiques paternalistes et valorise l'appropriation des actions de développement par les bénéficiaires.

## C'est quoi alors l'harmonisation PDD- PDL? (2)

Processus d'harmonisation PDD - PDL



- Ce processus conduit à la signature d'un ou des Accords communautaires de Développement entre les ETD et les entreprises minières

## Quel bénéfice pour l'harmonisation?

Confiance entre parties prenantes

Favorise un bon climat des affaires

Redevabilité des toutes les parties prenantes

Atelier d'harmonisation des PDD – PDL

Favorise l'appropriation des activités et des résultats

Paix sociale

Renforce la transparence



## Sur quoi porte l'harmonisation de PDD-PDL?



- Les axes prioritaires
- Les objectifs
- Les activités et les stratégies de mise en œuvre,
- Les responsabilités des parties,
- Le calendrier de mise en œuvre et de suivi,
- La localisation des activités

## Quel préalable à l'harmonisation des PDD - PDL?

Quel préalable à l'harmonisation de PDD - PDL ?



- L'harmonisation PDD-PDL exige au préalable l'existence des PDL dans les ETD, or toutes les ETD autour des concessions minières n'ont pas de PDL, les PDL qui existe ont été financé par les partenaires et non par l'Etat
- Existence des comités locaux de développement dont les membres apolitiques et bien formés jouissent d'une légitimité issue à la base,

## Quel préalable à l'harmonisation des PDD - PDL?(2)

Quel préalable à l'harmonisation de PDD - PDL ?



- Minimum de confiance entre les parties prenantes, confiance pouvant permettre l'instauration d'un dialogue multi acteurs constructifs à la base,
- Avoir un financement qui puissent couvrir tous le processus
- L'engagement RSE des paries prenantes et surtout de l'entreprise
- La présence d'un médiateur, un facilitateur

## Harmonisation PDD-PDL : quelle expérience?

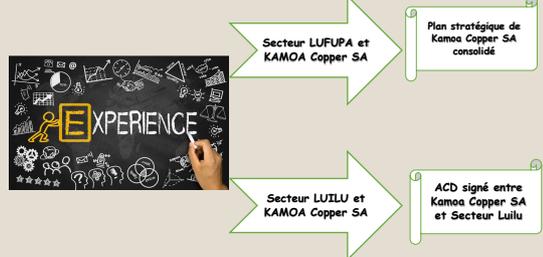
EXPERIENCE

Secteur LUFUPA et KAMOA Copper SA

Plan stratégique de Kamoa Copper SA consolidé

Secteur LUILU et KAMOA Copper SA

ACD signé entre Kamoa Copper SA et Secteur Luilu



## Où sommes-nous dans ce processus?



Où sommes-nous?

- Nous sommes dans une phase pilote qui se développée autour des ETD à suivantes: Secteur Luilu et Chefferie Bayeke,
- Le lancement de cette phase est intervenu le 06 juin 2017 à Kolwezi à l'hôtel Sun Africa
- La signature le 09 février 2018 du premier Accord Communautaire de Développement entre Kamoa Copper SA et le Secteur Luilu

## Où sommes-nous dans ce processus?(2)



Où sommes-nous?

- Nous sommes dans une phase pilote qui se développée autour des ETD à suivantes: Secteur Luilu et Chefferie Bayeke,
- Le lancement de cette phase est intervenu le 06 juin 2017 à Kolwezi à l'hôtel Sun Africa
- La signature le 09 février 2018 du premier Accord Communautaire de Développement entre Kamoa Copper SA et le Secteur Luilu

## Où allons nous?

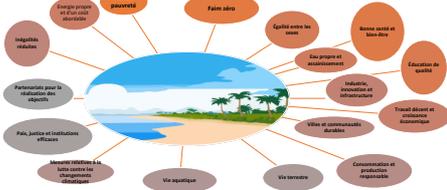
Où allons-nous ?

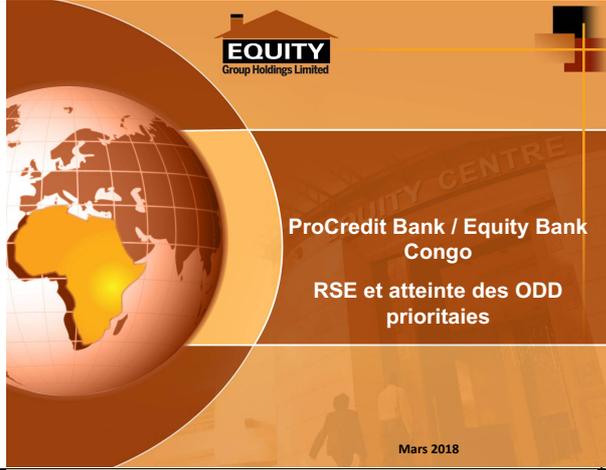


Vers la généralisations de la pratique de la signature des ACD avec l'avènement du code minier révisé qui instaure la notion de cahier des charges.

MERCI DE VOS PRÉCIEUSES CONTRIBUTIONS



<div data-bbox="268 237 663 398" style="background-color: #92d050; padding: 10px; text-align: center;"> <p><b>« CONTRIBUTION DES OPERATEURS ECONOMIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ODD EN RDC » FEC</b></p> </div>	<div data-bbox="847 203 1286 255" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>PLAN DE LA PRESENTATION</b></p> </div> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation des ODD</li> <li>• Introduction</li> <li>• Les préalables de la contribution du secteur privé à la mise en œuvre des ODD</li> <li>• La Nécessité du Partenariat Public-Privé dans la mise en œuvre des ODD</li> <li>• Conclusion</li> </ul> 
<div data-bbox="240 499 711 533" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>LA PRÉSENTATION DES ODD</b></p> </div> 	<div data-bbox="847 499 1310 533" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>INTRODUCTION</b></p> </div> <p>Les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD ou Agenda 2030) ont été adoptés en septembre 2015 par 193 pays aux Nations Unies, à la suite des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ils constituent un plan d'action pour la paix, l'humanité, la planète et la prospérité, nécessitant la mise en œuvre de partenariats multi-acteurs. Ils ambitionnent de transformer nos sociétés en éradiquant la pauvreté et en assurant une transition juste vers un développement durable d'ici à 2030.</p> <p>Universels, inclusifs et interconnectés, ces objectifs appellent à l'action de tous principalement des acteurs publics et instaurent un langage commun universel. Les ODD constituent un cadre de référence pour agir, un outil de sensibilisation sur la responsabilité de l'entreprise, une source d'opportunités économiques et un levier de collaboration multi-acteurs</p>
<div data-bbox="240 801 727 835" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>INTRODUCTION (suite)</b></p> </div> <p>Dans un contexte mondial caractérisé par une forte disparité des potentiels économiques, de progrès ainsi de l'essor technologique ; la mise en œuvre des ODD doit prendre en compte des spécificités de notre pays en fonction des acteurs et des provinces en vue de tenir compte du degré de développement atteint par chaque entité administrative.</p> <p>Les dix-sept ODD portent sur différents domaines qui vont de la lutte contre la pauvreté et la faim, à ceux des énergies renouvelables, et de la lutte contre les changements climatiques, en passant par les volets santé, éducation et utilisation des nouvelles technologies de la communication et de l'information. Ils sont tous inter reliés et projettent le futur que nous voulons pour le monde de demain notamment, d'ici 2030.</p>	<div data-bbox="847 801 1310 846" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>LES PRÉALABLES DE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR PRIVÉ À LA MISE EN ŒUVRE DES ODD</b></p> </div> <p>Avant d'évoquer la question de la contribution du secteur privé dans l'atteinte des ODD, il est important de traiter à fond la question de la gouvernance car sans une gouvernance résiliente, sûre et favorable, toute volonté du secteur privé à s'inscrire dans la dynamique du développement durable s'avérerait vaine. Une gouvernance résiliente, sûre et favorable exige la redevabilité des dirigeants vis-à-vis de toutes les couches sociales du pays.</p> <p>Ainsi, toute contribution du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD nécessite :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'existence d'un programme bien détaillé des actions à mener par le gouvernement. L'existence d'un tel programme permettra un suivi périodique et assurer une meilleure inclusion du secteur privé car il faut toujours garder à l'esprit la poursuite du profit qui caractérise ce secteur ;</li> </ol>
<div data-bbox="240 1120 727 1164" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>LES PRÉALABLES DE LA CONTRIBUTION DU SECTEUR PRIVÉ À LA MISE EN ŒUVRE DES ODD (suite)</b></p> </div> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'amélioration du climat des affaires et du cadre de régulation, ainsi que par une meilleure articulation entre les incitations adressées au secteur privé, d'une part, et la poursuite des objectifs publics, d'autre part ;</li> <li>2. l'ordonnement des actions à mener, cela, avec une priorisation de ces actions toujours en tenant compte du contexte socioéconomique et environnemental de notre province;</li> <li>3. La mise en place d'un plan de financement de ces actions et la définition des indicateurs d'atteinte de chaque action.</li> <li>4. L'établissement d'une synergie entre les ODD et le programme du développement de la province.</li> </ol>	<div data-bbox="847 1120 1310 1164" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>LA NÉCESSITÉ DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ODD</b></p> </div> <p>La mise en œuvre des ODD a évidemment déjà commencé depuis l'année 2015, dans tous les domaines couverts par les 17 objectifs de l'Agenda 2030: ce qui fait désormais légitimement débat, c'est la crédibilité des trajectoires suivies par chaque pays voire province pour atteindre lesdits objectifs. La crédibilité des trajectoires dépend tout d'abord du contenu des politiques publiques à tous les niveaux et du comportement des acteurs chargés de leur mise en œuvre principalement.</p> <p>Donc, ceci nécessite un examen des politiques publiques suivant une approche sectorielle en vue de faire leur rapprochement aux ODDs. Car cet examen permet de responsabiliser chaque autorité sectorielle d'un objectif qui cadre avec ses prérogatives.</p>
<div data-bbox="240 1433 711 1478" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>LA NÉCESSITÉ DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ODD ( suite)</b></p> </div> <p>Du côté des entreprises, la nécessité de publication des actions menées dans le cadre de la RSE demeure d'une importance capitale car il ne faut pas oublier que Les ODD constituent un langage et un cadre d'action commun qui peuvent aider les entreprises à communiquer de manière plus cohérente et efficace avec les parties prenantes sur leurs impacts et leurs performances.</p> <p>Nous profitons de cette occasion pour féliciter les entreprises qui ont participé dans la réalisation du reporting RSE 2015 et nous osons croire que lors du prochain exercice, un bon nombre d'entreprises vont adhérer à cette vision.</p>	<div data-bbox="847 1433 1310 1478" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>LA NÉCESSITÉ DU PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ODD ( suite)</b></p> </div> <p>Par-là, nous disons avec certitude que plusieurs entreprises contribuent déjà dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable mais leurs actions souffrent, nous le pensons, d'un manque de promotion, de quantification et d'une coordination en vue de les intégrer dans le plan de développement multisectoriel. Il est donc, de la responsabilité de l'IDAK de voir comment sensibiliser les autorités dans la prise en compte de la démarche PPP dans la définition des politiques de développement.</p> <p>Seul un partenariat public privé dans la définition des politiques de développement peut permettre une bonne mise en œuvre des ODD et leur suivi en tant que tout d'abord des indicateurs des performances des politiques intérieures mais également comme des indicateurs de l'atteinte de l'agenda 2030.</p>
<div data-bbox="240 1736 687 1769" style="background-color: #92d050; padding: 5px;"> <p><b>CONCLUSION</b></p> </div> <p>La bonne gouvernance est l'élément central et la condition globale de toute contribution du secteur privé dans la mise en œuvre des ODD. Il est de la responsabilité des autorités publiques de définir une stratégie de moyen terme durable pour l'atteinte de certains ODD, en inscrivant cet objectif dans les priorités hautes de l'agenda politique de la province.</p> <p>Cette responsabilité des autorités publiques implique des choix faits en toute transparence vis-à-vis des différentes parties prenantes.</p>	<div data-bbox="991 1850 1110 1895" style="text-align: center; font-size: 24px; color: #4682b4;"> <p>MERCI</p> </div>



## Contenu

1. Présentation de la banque
  - ✓ Historique de la banque
  - ✓ Mission, Vision et Valeurs
  - ✓ Profil du Groupe Equity Bank Limited
2. Responsabilité Sociétale et Environnementale

### Historique de la banque

- o Fondée en août 2004 par une alliance d'investisseurs internationaux: **ProCredit Holding**, **KFW** (Banque allemande de développement), **BIO** (Banque Belge de Développement), **SFI** (filiale de la Banque Mondiale) et **DOEN Foundation**;
- o En 2015, la **ProCredit Holding** et quelques actionnaires ont cédé la totalité de leurs parts à **Equity holding Ltd (85,9%)**. La **KFW** et la **SFI** sont les seuls à rester dans l'actionariat se partageant le **13,1%** restants;
- o Nombre d'agences : **40**
- o Réseau d'agents bancaires agréés : **910**
- o Total actif: **317,46** millions USD

### Mission, Vision, Valeurs

**Mission**  
Offrir des services financiers inclusifs et orientés clients qui dynamisent et renforcent socialement et économiquement nos clients et leurs partenaires

**Vision**  
Etre le champion de la prospérité socio-économique des populations africaines

**Valeurs**  
Professionalisme  
Intégrité  
Créativité & Innovation  
Travail d'équipe  
Unité dans la raison d'exister  
Respect & Dignité pour les clients  
Efficacité De la Gouvernance d'entreprise

### Profil du Groupe Equity Holding Ltd



**Actionariat**

- ❖ Plus de 30,000 actionnaires
- **Investisseurs stratégiques:**
  - o Norfininvest AS
  - o NSSF - Kenya
  - o British – American Investments Company Limited (Kenya)
- ❖ Equity Bank ESOP (Participation des Employés)



### Equity Group RSE et atteinte des ODD prioritaires

La politique RSE d'Equity Group Holding est axée sur 4 piliers :

- o Education
- o Santé
- o Agriculture
- o Energie et l'environnement

Depuis 2010, la fondation Equity Group a utilisé **228,651,251 USD** pour exécuter ses programmes RSE;

Dans la réalisation de ces programmes, Equity group favorise l'atteinte directement ou indirectement des ODD prioritaires kenyans.

### Equity Group RSE et atteinte des ODD prioritaires

<b>BOURSE D'ÉTUDES SCOLAIRES</b> <b>15,168</b> avec un taux d'achèvement de 94% et 69% atteignent un niveau supérieur	<b>ENERGIE ET ENVIRONNEMENT</b> <b>1,000,000</b> d'arbres plantés et 40 ménages dotés en produits d'énergies propres	<b>PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES JEUNES ET PROGRAMME DE PRETS</b> <b>USD 24 et 650</b> 650 M de prêt à la jeunesse et aux femmes et 24 M d'épargne cumulés
<b>NOMBRE DE BOURSIERS</b>  <b>36,166</b> Entrepreneurs formés	<b>FEMMES ET JEUNES</b> <b>1,551,726</b> Femmes et jeunes ont participé au programme d'alphabétisation et d'introduction à la finance pour l'Afrique	<b>500,000</b> Fermiers de subsistance transformés en Agri-Business men
<b>BOURSIERS UNIVERSITAIRES</b> <b>10,641</b> dont 443 sont placés dans les tops universités mondiales Harvard, Stanford, Princeton and LSE	<b>ALLOCATION TOTALE AUX FONDS</b> <b>USD 228,651,251</b>	<b>AVANCEMENT DES FEMMES FANIKISHA</b> <b>USD 270</b> Millions de prêts aux femmes

### Equity Bank Congo et atteinte des ODD prioritaires



Politique RSE en phase de la structuration en se basant sur le modèle du Kenya;

Existence d'une politique environnementale et Sociale

Des actions RSE sont menées dans les secteurs suivants:

- o Education et entrepreneuriat;
- o Environnement et Social;
- o Agriculture

Toutes ces actions visent l'atteinte des 17 ODD prioritaires de la RDC

### Equity Bank Congo et atteinte des ODD prioritaires



#### Education et entrepreneuriat

- o Partenariat avec ONEM sur le renforcement des capacités professionnelles des jeunes diplômés universitaires;
- o Education financière et financement des petits entrepreneurs porteurs des projets de développement communautaire bancables;

#### Environnement et Social

- o Nettoyage d'une rivière de tous les déchets plastiques et ménagers (No plastic in the river event) et sensibilisation de la population à l'assainissement des rivières;
- o Plantation de plus d'1 millions d'arbre en partenariat avec IBI Village (Tree planting Event);
- o Scolarisation et aide en denrées alimentaires aux orphelins, aux filles mères et aux personnes vivants avec handicaps;

### Equity Bank Congo et atteinte des ODD prioritaires



- o Mise en place des produits crédits verts (crédit Kit for africa constitué d'un système de back up électrique avec batteries, convertisseur et panneaux solaires);

#### Agriculture

- o Education financière, structuration en coopérative et financement des riziculteurs, caféiculteurs, etc. en partenariat avec l'USAID (portefeuille de 2,6 millions USD);

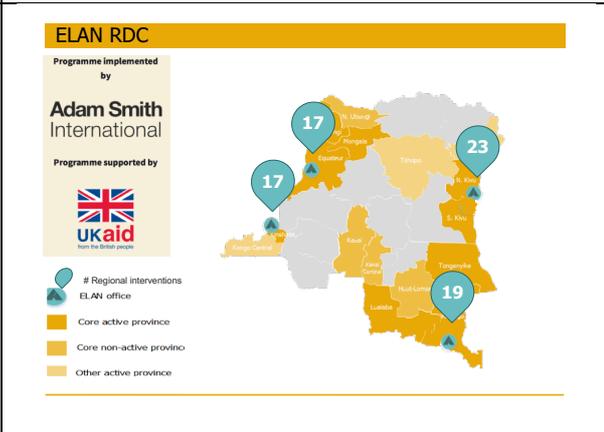


Merci de votre attention



### Sommaire

1. ELAN RDC
2. Focus sur le secteur Minier
3. Ecosystèmes économiques et Objectif de Développement Durable
4. L'accès aux marchés
5. L'accès aux systèmes bancaires
6. L'accès aux énergies renouvelables



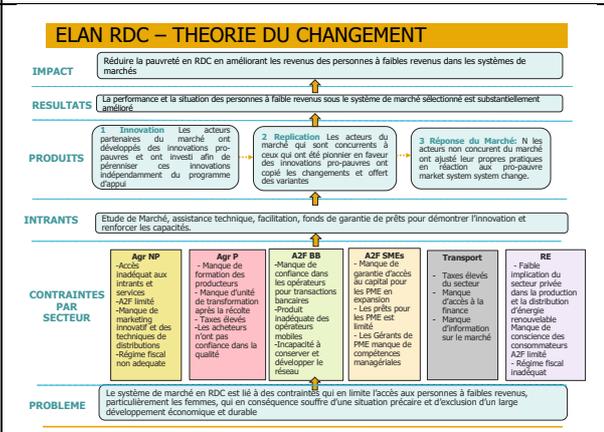
### VISION & MISSION

#### VISION

Améliorer la situation des populations à faible revenu, particulièrement les femmes dans les marchés en répondant aux contraintes et en leur permettant de bénéficier d'un développement économique durable

#### MISSION

En collaboration avec les acteurs des marchés, ELAN RDC fournit son expertise, sa compréhension du marché, démontre des approches innovantes et renforce la capacité des acteurs afin d'améliorer le fonctionnement des systèmes économiques au bénéfice de plus d'un million de femmes et d'hommes d'ici 2020



### Notre approche

 <b>Etudes de Marché</b> Produire des Etudes de haute qualité économique, politique ou technique	 <b>Démontrer l'innovation</b> Appuyer les Entreprises à innover et essayer de nouveaux modèles	 <b>Faciliter le Marché</b> Ordonner et renforcer les liens entre les acteurs du marché
 <b>Partenariat Public-Privé</b> Faciliter le dialogue Public-Privé et partenariats	 <b>Accès à la Finance</b> Améliorer l'accès à la finance via l'régionerie de nouveaux produits financiers et la promotion du mobile money	 <b>Amélioration du climat des affaires</b> Renforcement de l'environnement des affaires

### Secteur d'intervention

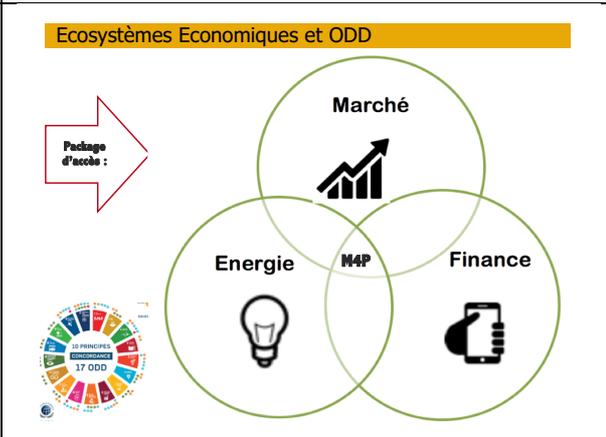
 <b>Agriculture Non-Pérenne</b>	 <b>Produits d'export</b>	 <b>Accès à la finance</b>
 <b>Energies renouvelables</b>	 <b>Banque à Distance</b>	 <b>Transport</b>



### Deux axes stratégiques

#### 1. Contenu local

#### 2. Communautés Locales



### Ecosystèmes Economiques et ODD



### APERÇU DU MARCHÉ & CHAÎNE DE RESULTATS

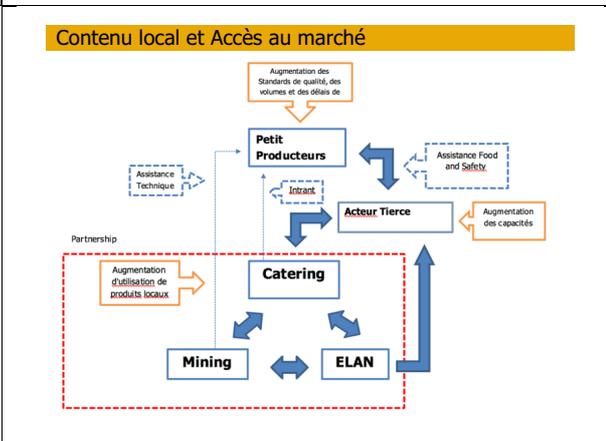
**CONTRAINTES**

- Contraintes identifiées :
- Accès limité aux intrants agricoles et aux marchés
- Investissement limité du secteur privé dans les intrants, la production et la transformation

#### Accès aux Intrants Agricoles en RDC

#### Chaîne de résultats du Secteur:

Augmentation des revenus des petits producteurs			Impact
Utilisation de semence de haute qualité	Augmentation des rendements	Augmentation de la production en qualité en quantité	Ent-Perf.
Fournisseurs d'intrants de qualité	M6-Financement des intrants aux industriels et Miners	Accès à la finance dans l'agro-industrie	Mit Sys. (1)2)
Appui aux fournisseurs d'intrants	Soutien des ODD et financement	Soutien les POF pour développer des produits	ELAN's work
		Soutien /appui aux producteurs, le transport, le stockage et le transport	
		Favoriser les playdoyers de l'industrie	



## En résumé

### Contenu local :

- Développer la chaîne de valeurs des produits agricoles
- Accroître le nombre de petits producteurs accédant au marché
- Améliorer les standards quantité, qualité, planification

### Communautés Locales :

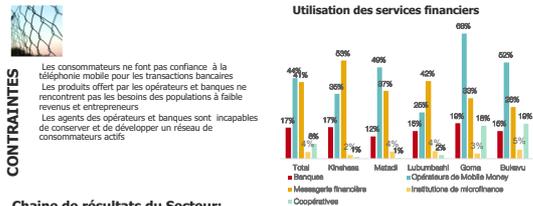
- Développer les compétences des petits producteurs en rendement
- Faciliter les canaux de communications et réduire les déficits d'informations
- Garantir l'accès à de nouveaux marchés (en dehors du contenu local)



Interaction WIN – WIN entre acteurs



## APERÇU & CHAÎNE DE RÉSULTATS



### Chaîne de résultats du Secteur:



## Agence Bancaire Mobile / Mobile Money

### 1. Bancairisation des salariés payés en cash (local content):

- Agent mobile & mobile money
- Inclusion Financière des travailleurs
- Développement de nouveaux produits financiers

### 2. Pour les communautés :

- Développement des activités de branchless banking
- Accompagnement des communautés locales et petits producteurs dans les flux financiers
- Changement des pratiques via le développement de réseaux de distribution



## APERÇU DU MARCHÉ & CHAÎNE DE RESULTAT



### Chaîne de résultat du secteur:



## Accès à l'énergie



### Les kits solaires dans le contenu local:

- Développer des réseaux de distributions dans les zones minières
- Développer les crédits de consommations aux employés
- 100 \$ le Kit classique (Lampes, téléphones)
- 400 \$ le Kit (Lampes, TV, prises)

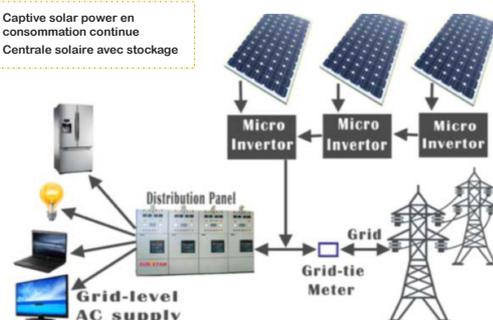


### Les lampes solaires dans les communautés :

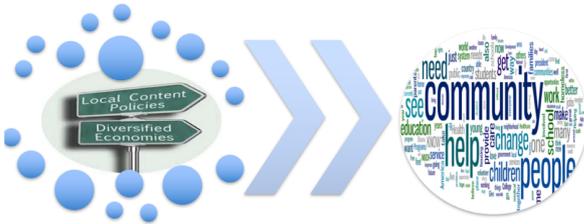
- Réseaux de distributions dans les villages
- Economies de consommations jusqu'à 180\$ par foyer/annuel pour les lampes solaires à partir de 15 \$

## Un contenu local avec des distributeurs locaux

- Captive solar power en consommation continue
- Centrale solaire avec stockage



## Contenu local et Objectifs de Développement Durable



### Développement du local content:

- Amélioration de l'image
- Diminutions des coûts
- Gestion communautaire apaisée

### Développement des communautés:

- Création d'emploi
- Augmentation des revenus
- Indépendance économique

## Conclusions : Actions concrètes et rapides

### I. Ouvrir les marchés locaux

- Fournir des intrants, des crédits, des itinéraires techniques...
- Distribuer de nouveaux produits sur de nouvelles filières

### II. Garantir l'inclusion financière

- Réaliser des plans d'affaire pour le branchless banking
- Digitaliser des flux financiers employés/communautés

### III. Accéder à l'énergie

- Donner l'accès à des lampes solaires et des foyers améliorés
- Faciliter l'accès aux kits solaires



## Investissement dans une centrale solaire pour les communautés

1. Diminutions des coûts énergétiques de la mine
2. Indépendance aux variations du prix du pétrole
3. Couverture énergétique des communautés locales

